

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2239 - VENDREDI 20 FÉVRIER 2015

Élections 2015-2016

L'heure est à la mobilisation des fonds

Alors que la Céni continue à afficher une sérénité en rassurant qu'elle ne sera pas confrontée à un gouffre financier pour la mise en œuvre du calendrier électoral global dans le respect des délais fixés, des sceptiques mettent en doute sa capacité à mobiliser les fonds requis pour la tenue des élections, soit 1,142 milliards de dollars. Dans l'hypothèse où elle n'atteignait pas ce seuil, la seule voie de sortie qui lui restera serait de miser sur l'apport extérieur afin d'éviter de tomber dans le glissement du mandat présidentiel au-delà de 2016, indique-t-on.

Là-dessus, la communauté internationale se dit prête à soutenir financièrement les élections en RDC. L'Organisation des Nations-unies est disposée à jouer l'entremetteuse pour « mobiliser la communauté internationale afin d'apporter ce qui manque le plus, c'est-à-dire l'argent pour financer ces élections ».

Page 13



Des opérateurs de la Céni enregistrent l'identité d'un citoyen (ph. John Bompengo)

PROCESSUS ÉLECTORAL

L'Acaj plaide pour la libération des prisonniers politiques et l'indépendance de la justice

L'ONG de défense des droits de l'Homme a, dans un plaidoyer en faveur de l'implication de tous les acteurs étatiques et non étatiques dans la réalisation des prochaines élections dont le déclin a été donné avec la publication du calendrier électoral global, posé deux préalables essentiels. Il s'agit, selon son président Me Georges Kapiamba, de la libération de tous les prisonniers politiques ou d'opinion et l'indépendance de la justice.

D'après cette ONG, pour que les élections soient réellement démocratiques, il est nécessaire que tous les Congolais, qui se trouvent actuellement privés de leur liberté de mouvement pour des raisons réputées politiques ou contre laquelle des motifs de droit commun ont été invoqués comme prétexte pour les réduire au silence, recouvrent leurs droits dans les meilleurs délais.

Page 12



Vue partielle du Centre pénitentiaire et de rééducation de Kinshasa

ENJEUX DE L'HEURE

Des leaders de l'opposition attendus le week-end prochain aux USA

Dans les milieux proches de l'opposition, on se réjouit de l'invitation adressée par l'administration Obama à quelques leaders de l'opposition congolaise pour échanger sur les enjeux politiques en RDC avec, en toile de fond, la poursuite du processus électoral. Pour le député et vice-président du groupe parlementaire UDPS et Alliés, Jean-Claude Vuemba, il ne s'agit nullement d'aller comploter contre la République, ni d'hypothéquer son avenir à l'extérieur. À l'issue des échanges où chacune des parties aura à exposer sa vision du processus électoral, a-t-il dit, la teneur sera communiquée à l'opinion nationale et internationale. Cette rencontre s'inscrit dans la continuité du dernier sommet USA-Afrique qui avait vu des opposants congolais être invités à Washington par l'ONG américaine National Endowment for democracy pour débattre sur l'opportunité ou non de la révision constitutionnelle.

Page 12

SANTÉ

Une nouvelle initiative pour mettre fin à l'épidémie de sida chez les adolescents

La plate-forme d'action, qui réunit les agences de l'ONU dont l'Unicef et l'Onusida et d'autres partenaires, vise à améliorer les résultats chez les adolescents en incitant les pays à modifier leurs politiques de façon stratégique et en enrôlant davantage des jeunes dans les activités de lutte contre le sida. Aussi pour changer la tendance sur le terrain, une nouvelle initiative « All In » vient de voir le jour en faveur des adolescents. Elle a été lancée à Nairobi au Kenya par le président Uhuru Kenyatta.

Cette plate-forme d'action sera axée sur quatre principaux domaines d'action dont l'engagement, la mobilisation et l'autonomisation des adolescents en tant que leaders et acteurs du changement social. Elle identifiera également des solutions pour relier les stratégies de riposte au VIH ciblant les adolescents aux programmes existants promouvant leur santé et leur développement.

Page 13

ÉDITORIAL

Basculement

Ce qui se passe aujourd'hui en Libye était écrit d'avance et les grandes puissances qui programment, il y a quatre ans la chute puis l'assassinat de Mouammar Kadhafi, en sont pleinement responsables. Qu'elles ne feignent donc pas de s'apitoyer sur la tragédie que vivent les populations de cette partie de notre continent et qu'elles n'ajoutent pas l'hypocrisie, au manque de clairvoyance dont elles firent preuve dans cette affaire. Le jour est proche, en effet, où elles devront rendre des comptes aux innocents qu'elles ont contribué à plonger dans le chaos sous le prétexte fallacieux de les aider à vivre libres.

Ceci étant dit, que pouvons-nous faire, nous qui avons prévenu les « Grands » de ce qui se passerait s'ils persistaient dans leur volonté d'abattre le « guide » libyen ? Évidemment pas grand-chose sur le plan matériel tant paraît insoluble le problème que pose aujourd'hui l'implosion de la Libye sous le coup d'extrémistes qui en viennent à égorger des Coptes égyptiens, comme des animaux, sous le seul prétexte qu'ils sont chrétiens. Pas grand-chose et en même temps beaucoup si l'Afrique tout entière se dresse pour demander justice aux nations qui, par leur incapacité à prévoir les conséquences inévitables de leurs actes, sont à l'origine de cette tragédie.

Qu'attend donc l'Union Africaine pour convoquer à Addis Abeba un sommet auquel seraient conviés les États étrangers au continent qui contribuèrent à plonger la Libye dans l'abîme ? Aussi puissants que riches, ces pays ont en effet les moyens nécessaires pour aider les pays du Sahel, du Maghreb, de l'Afrique de l'Ouest, de l'Afrique centrale, de l'Afrique orientale à mettre sur pied les forces qui combattent efficacement les « fous de Dieu ». Ils ont aussi et surtout la capacité d'aider au développement économique des régions de notre continent que dévaste la violence et, par conséquent, de soustraire les populations à l'extrémisme qui les étouffe.

Toutes proportions gardées, la menace islamiste que nous voyons se développer sous nos yeux n'est pas différente de celle qui conduisit, il y a soixante-quinze ans, les Nazis à déclencher la deuxième Guerre mondiale. Seule une action puissante et concertée pourra y mettre fin. Mais c'est à nous de l'expliquer avant qu'il soit trop tard aux apprentis-sorciers qui nous entourent.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉBAT SUR LA CONSTITUTION

Le RAD demande une révision systématique de la loi fondamentale

Dans une déclaration rendue publique le 19 février à Brazzaville, le Rassemblement des acteurs de la démocratie (RAD), un cartel de huit partis politiques de l'opposition modérée, a estimé que la Constitution du 20 janvier 2002 ne mérite ni d'être changée, ni d'être maintenue en l'état.

Elle doit être, selon le RAD, systématiquement révisée en

faisant une analyse comparative d'articles avec l'ancienne loi fondamentale de 1992.

Abordant le point sur la Commission nationale d'organisation des élections (Conel), le RAD a constaté que cette institution est gravement malade. Il a suggéré sa dissolution pour qu'elle soit remplacée par une nouvelle structure d'organisation des élections.

Pour ce qui concerne les

concertations politiques, le RAD a noté, avec regret, que les conclusions des précédentes retrouvailles de 2009, 2011 et 2013 n'ont jamais été respectées. Par conséquent, le RAD a sollicité que le gouvernement puisse relancer les choses sur des nouvelles bases pour sauvegarder la paix et les libertés fondamentales au Congo.

Roger Ngombé

VIE ASSOCIATIVE

La Dynamique « Po na Ekolo » prône la non-violence

La Dynamique citoyenne « Po na Ekolo », traduite en français par « Pour le pays », est une organisation juvénile regroupant les partis politiques de la majorité, du centre, de l'opposition ainsi que des associations de la société civile.

Cette Dynamique a tenu sa première assemblée générale constitutive du 18 au 19 février, à Brazzaville. Au cours de ces assises, elle a examiné et adopté ses documents fondamentaux.

La réunion était placée sous la direction de son coordonnateur général, Digne Elvis Tsalissan Okombi qui, dans son discours de clôture des travaux, a précisé que la Dynamique « Po na Ekolo » tire sa force de la diversité d'appartenance de ses membres.

Il a, par ailleurs, déclaré qu'un seul idéal anime les membres de cette structure, à savoir : œuvrer pour protéger le Congo contre les phénomènes de violence, d'ingérence extérieure et de manipulation d'opinion.

L'orateur a rappelé, en outre, aux partenaires du Congo ce que doit être leur coopération en ces termes : « Oui au partenariat ; oui à la coopération et oui à un échange d'expériences et

d'expertises; mais non à l'infantilisation, à l'injonction et à la manipulation. Au contraire, les partenaires ont la mission d'aider le Congo à se construire et non à se détruire »

Le coordonnateur général a appelé les membres de la Dynamique et autres jeunes à porter le message de non-violence et de paix pour qu'ensemble et d'une seule voix les Congolais disent : « ça suffit ». Par ailleurs, Digne Elvis Tsalissan Okombi a invité les militants de son organisation à se mobiliser pour aller sur le terrain avec le message du vivre ensemble et de la non-violence.

« Apportons ce message dans nos maisons, nos ruelles, nos quartiers, pour que chacun comprenne que le Congo n'a plus besoin de se faire manipuler ni de se détruire du fait de la bêtise humaine », a-t-il martelé avant de lancer un vibrant appel aux partenaires et mécènes pour leurs apports et soutiens multiformes.

La Dynamique a affirmé sa disponibilité et sa volonté à travailler avec le gouvernement ou tout autre partenaire soucieux de la préservation de la paix et de la



Digne Elvis Tsalissan Okombi délivrant son discours

cohésion nationale. Elle demeure ouverte à toutes les forces vives congolaises éprises de paix. « Po na Ekolo » est composé de près d'une trentaine d'organisations. Le coordonnateur général adjoint de la Dynamique, Juste Bernardin Gavet, s'est contenté de présenter au public le logo de cette structure constitué d'un cercle de douze étoiles colorées en vert, jaune et rouge sur fond blanc symbolisant les douze départements du Congo. Un œil au milieu des douze étoiles symbolisant la vigilance. La curiosité des journalistes a été attirée par le fait que tous les membres de la Dynamique étaient vêtus en chemises blanches, symbole sans doute de la paix.

R.Ng.

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Coordination : Rose-Marie Bouboutou
Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

CIRCULATION ROUTIÈRE

Des automobilistes également à l'origine des embouteillages

Difficile de circuler sur les avenues et artères de Brazzaville au nom des éternels embouteillages décriés mais auxquels on peine à trouver des solutions. De l'avis général, l'insuffisance et l'exiguïté des routes expliqueraient ce phénomène. Pourtant, le comportement des automobilistes, en général, et celui des conducteurs de bus de transport en commun, en particulier, doivent être indexés. Balade dans la ville.



Des bus bloquant la circulation à hauteur du lycée Thomas-Sankara...

C'est presque un principe chez les transporteurs de bus, arrivés aux arrêts pour débarquer ou embarquer des passagers, de rester stationner les uns derrière les autres, refusant de dépasser même lorsqu'un espace a été libéré devant. « Nous le constatons chaque jour aux arrêts de bus. Ce comportement gêne tellement la circulation car les autres usagers restent bloqués. Et cela cause des embouteillages inutiles »,

explique un Brazzavillois, lassé par l'attente d'un bus. Pour les conducteurs et « contrôleurs » de bus, cette attitude leur est dictée par des « clients », donc des passagers, qui refusent de suivre le bus placé au bout de l'arrêt, préférant s'entasser dans un coin. « Nous sommes des commerçants et nous faisons avec les caprices des populations », reconnaît Joël, un contrôleur de bus.

Le mauvais exemple à Thomas Sankara

Profitant des travaux d'agrandissement de la route nationale N°2, dans son tronçon Mikalou-Djiri, un espace a été aménagé le long du mur de clôture du lycée Thomas Sankara. Cette aire de stationnement peut contenir une trentaine de bus alignés, voire plus si deux rangées peuvent être créées. L'idée ici étant de réduire l'embouteillage qui est sans com-

mune mesure sur ce tronçon, et surtout à cet endroit.

Pourtant, depuis, la réalité est tout autre avec des conducteurs de bus qui n'en font qu'à leur tête, refusant d'occuper la zone aménagée, appliquant leur « sacré principe mercantiliste » qui consiste à s'aligner à la queue leu leu, non sans gêner les autres usagers, et provoquant ainsi un embouteillage inutile.

Autre comportement à l'origine des embouteillages, et à charge contre les conducteurs de bus ou taxis, leur désormais culot de s'arrêter en milieu de la chaussée pour diverses raisons : faire monter ou descendre un client, chercher la « monnaie » auprès d'un collègue, sortir s'acheter un rafraîchissant dans une boutique ou simplement pour bavarder avec un collègue, etc.

Police, au secours ! On viole le Code de la route

Ce comportement prend de plus en plus corps depuis que la police routière a vu ses missions réduites essentiellement à réguler la circulation et « plus jamais » à verbaliser les inciviques. On assiste désormais à un véritable jeu du chat et de la souris, car chaque fois que la police est absente, les conducteurs de bus règnent en « seigneurs de la route », au mépris des dispositions du code en la matière.

On le vit partout à Brazzaville avec un pic au croisement des avenues Jacques Opangault et Reine Ngalifourou (Ouenzé). Ici, aux heures de pointe, c'est au plus « apte » et au plus « indiscipliné » des automobilistes de réussir le passage. D'où, cette violation « concertée » et continue de la règle de conduite telle que prévue au Congo : rouler à droite. « C'est désormais courant de voir des voitures prendre le sens contraire et se retrouver nez à nez avec celles venant dans l'autre sens. Où allons-nous ? », s'est plaint un observateur.

À deux kilomètres de là, au croisement de l'avenue Reine Ngalifourou et la rue Étoumbi, une engueulade a failli dégénérer le 18 février à 9 heures. Boycottant le code de conduite, des automobilistes se sont coincés les voitures. Moteurs éteints, ils se regardaient en véritables chiens de faïence, se distribuant des qualificatifs à souhait. Imaginez le spectacle en l'absence d'un agent de la police routière, des feux de régulation ou des panneaux de signalisation ! Le pouvoir ayant horreur du vide, un citoyen qui s'était bien réveillé, ce jour-là, a dû jouer les médiateurs et régulateurs pour faire entendre raison aux uns et autres, décriper l'atmosphère et, partant, libérer la circulation.

Jocelyn Francis Wabout

DÉBAT SUR LA CONSTITUTION

La société civile appelle à la tenue d'un dialogue républicain

À l'issue d'un point de presse, tenu le 19 février à Brazzaville, la Fédération congolaise des droits de l'homme (FECODHO) et le Forum de la société civile pour les élections libres et transparentes (FOSOCEL), ont interpellé la classe politique congolaise sur l'urgence d'un débat républicain en vue de la consolidation de la démocratie au Congo.

Ces deux organisations ont noté l'intérêt d'un tel débat, à un moment où, après plus de deux décennies d'exercice démocratique et en dépit de tous les soubresauts enregistrés de 1993 à 1999, le Congo se doit de passer de sa phase d'instauration à celle de la consolidation de cette démocratie.

Il s'agit d'asseoir un réel équilibre des pouvoirs, une administration électorale performante, des institutions d'appui à la démocratie, une presse jouissant pleinement des attributs de liberté capable de jouer son rôle de quatrième pouvoir. La Fécodho et la Fosocel ont invité les partis politiques à jouer leur rôle moteur dans la vie démocratique. Ils ont aussi plaidé pour la prise en compte de la problématique « genre ». Les deux ONGs souhaitent un débat dépassionné, dépersonnalisé qui doit conduire le Congo vers la consolidation de son système démocratique.

Comme du 14 au 17 avril à Brazzaville, du 15 au 17 décembre 2011 à Ewo et du 22 au 26 mars 2013 à Dolisie où l'ensemble des parties prenantes au jeu démocratique s'étaient retrouvés pour débattre des questions liées à l'amélioration progressive du processus électoral, les organisations de la société civile appellent à réunir les mêmes conditions pour un dialogue serein et républicain. Celui-ci doit proscrire toute forme de violence verbale ou physique et toute exploitation ethnique ou départementale afin de laisser triompher l'unité nationale, la démocratie et l'État de droit.

Jean Jacques Koubemba

COOPÉRATION

La Turquie s'ouvre au Congo en matière d'hydrocarbures

L'ambassadeur turc au Congo, Can In-sincu, a présenté les ambitions de son pays, le 19 février à Brazzaville, auprès du ministre des Hydrocarbures, André Raphaël Loemba.

Le diplomate turc a évoqué plusieurs possibilités de coopération dans tous les domaines liés aux activités pétrolières. « Nous pouvons coopérer pour la production du pétrole brut et du gaz naturel, la raffinerie et l'aval pé-

trolier. Dans ce secteur, nous avons des équipements très performants et surtout que le Congo a l'objectif de développer ses infrastructures », a-t-il résumé.

Les deux hommes ont souhaité mutuellement d'organiser des rencontres entre les deux pays en termes de partage d'expériences.

L'ambassadeur turc n'exclut pas l'arrivée des investisseurs de son pays afin

d'explorer les possibilités d'échange avec les opérateurs privés congolais.

Il faut noter que la Turquie est une grande consommatrice d'énergie, soit 69% d'importation, avec un accent sur des combustibles fossiles qui comprennent le charbon, le pétrole, l'huile de roche et les produits de gaz naturel. En matière de pétrole, la Turquie importe la totalité de sa consommation.

Nancy France Loutoumba

EMPLOI DES JEUNES

Le PDCE l'une des panacées à mettre en oeuvre

Le Projet de développement des compétences pour l'employabilité (PDCE) a été lancé, le 19 février, par le ministre de l'Enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, Serges Blaise Zoniaba. Il vise à promouvoir l'acquisition et le renforcement des compétences des jeunes vulnérables, en vue de leur garantir l'accès à l'emploi.

En mettant sur pied ce projet, le gouvernement vise à former environ 8000 jeunes vulnérables en compétences pour l'emploi et l'entrepreneuriat améliorés; 1000 jeunes micro entrepreneurs en compétences de base, spécifiques et la gestion de micro entreprises améliorées.

De même, 6000 jeunes déscolarisés bénéficieront d'une formation et apprentissage professionnels via l'alphabétisation fonctionnelle.

Le projet PDCE est co-géré par le Congo, qui apporte 22 millions de dollars et la Banque mondiale (BM), qui elle, contri-

bue à hauteur de 10 millions de dollars, soit un montant total de 32 millions de dollars.

Il est mis en oeuvre dans le cadre de la lutte contre le chômage des jeunes, avec pour objectif principal, promouvoir l'acquisition et le renforcement des compétences à l'emploi des jeunes vulnérables, vivant essentiellement dans les zones urbaines afin de les rendre utiles et compétitifs sur le marché d'emploi.

« Ce projet s'inscrit parfaitement dans la stratégie de notre plan national de développement 2012-2016 qui, parmi les quatre axes reconnus, préconise la mise en capacité accrue des demandeurs d'emplois, grâce à une formation de base solide, complétée par une formation qualifiante opérationnelle », a souligné le ministre de l'Enseignement technique, Serges Blaise Zoniaba.

Il faut dire que le projet PDCE s'exécutera en deux composantes. La première sera

consacrée à la formation professionnelle, l'insertion professionnelle et appui à l'entrepreneuriat pour environ 14.000 jeunes vulnérables et 1000 jeunes micro-entrepreneurs.

Quant à la seconde, elle vise à renforcer les capacités techniques, de planification, de mise en oeuvre, de suivi et d'évaluation du ministère de l'Enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi.

En clair, il s'agit notamment d'appuyer toutes les activités techniques du ministère, afin de renforcer ses capacités à mieux planifier, coordonner et appuyer le système d'enseignement technique, professionnel, de la formation qualifiante et l'emploi des jeunes dans le pays.

Selon la représentante de la BM au Congo, Sylvie Dossou, le PDCE vient à point nommé au moment où 34,20% de jeunes âgés de 15 à 29 ans sont au chômage.

Firmin Oyé



**AVIS D'APPEL D'OFFRES No. AFRO/032/2015
CONCERNANT LA SELECTION D'UNE SOCIETE CHARGEE DES ACTIVITES DE DESINSECTISATION,
DERATISATION ET DE DESERPENTISATION A LA CITE DE L'OMS/AFRO A BRAZZAVILLE.**

Le Bureau Régional pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la santé (OMS-AFRO), sis à la cité du Djoué, Congo, désire sélectionner une société chargée des activités de désinsectisation, de dératisation et de déserpentisation.

Le cahier des charges y afférant (avec les détails et les conditions de sélection) est retirable jusqu'au 2 Mars 2015, entre 9H et 13H du lundi au vendredi auprès du Bureau N° 21 à « L'Estate, Bureau régional pour l'Afrique, cité du Djoué ».

Les sociétés intéressées sont invitées à poser leur candidature. L'offre devra être présentée en trois volets :

•Volet administratif :

Une copie du Registre de commerce
Une copie Numéro d'immatriculation Unique NIU
Une copie de Patente de l'année en cours
L'Attestation d'inscription au ministère de commerce (document obligatoire)
Identité bancaire + Relevé avec avoir équivalent au moins à 3 mois du montant des charges de la période.
Assurance pour le personnel

•Volet Technique :

Expérience professionnelle
Liste des travaux similaires déjà réalisés
Qualification du personnel clé (avec CVs)
Méthodologie
Matériels disponibles
Conformité des produits à utiliser
Nombre employés à affecter au site de l'OMS
Planning de réalisation des activités

•Offre financière + indication du salaire minimum des agents

Cout mensuel HT des prestations : XXXXXXXXXXXX/ mois

Cout annuel des HT prestations : XXXXXXXXXXXX par année.

Salaire minimum à verser aux agents : XXXXXXXXXXXX/ mois.

La soumission, présentée sous plis fermé en deux exemplaires dont un original et une copie, devra comprendre l'offre administrative, l'offre technique et enfin l'offre financière. L'enveloppe contenant ces trois offres devra porter la mention «Confidentiel – APPEL D'OFFRES POUR LA DESINSECTISATION, LA DERATISATION ET LA DESERPENTISATION A LA CITE DE L'OMS/AFRO -2015 », devra être déposée à l'OMS/AFRO au plus tard le 4 Mars 2015 à 14h00 à l'adresse suivante :

Organisation mondiale de la santé

Bureau Régional pour l'Afrique

BP 6

Bureau de GMC N° 128 (1er étage)

Cité du Djoué

Brazzaville - Congo

Une visite collective des lieux sera organisée Jeudi 26 Février 2015 à 10

Heures avec comme programme :

•10H00 à 10H30 : séance de briefing dans la salle N° 18 à l'Estate ;

•10H30 à 11H00 : visite de reconnaissance des lieux ;

•et 11H00 à 11H30 : séance de questions/réponses.

N.B :

La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée.

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

Fait à Brazzaville, le 19 Février 2015



**AVIS D'APPEL D'OFFRES No. AFRO/034/2015
CONCERNANT LA SELECTION D'UNE SOCIETE CHARGEE DE L'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS ET JARDINS A
LA CITE DE L'OMS/AFRO A BRAZZAVILLE.**

Le Bureau Régional pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la santé (OMS-AFRO), sis à la cité du Djoué, Congo, désire sélectionner une société chargée de l'entretien des espaces verts et jardins.

Le cahier des charges y afférant (avec les détails et les conditions de sélection) est retirable jusqu'au 2 Mars 2015, entre 9H et 13H du lundi au vendredi auprès du Bureau N° 21 à « L'Estate, Bureau régional pour l'Afrique, cité du Djoué ».

Les sociétés intéressées sont invitées à poser leur candidature.

L'offre sera présentée en trois volets :

•Volet administratif :

Une copie du Registre de commerce
Une copie Numéro d'immatriculation Unique NIU
Une copie de Patente de l'année en cours
L'Attestation d'inscription au ministère de commerce (document obligatoire)
Identité bancaire + Relevé avec avoir équivalent au moins à 3 mois du montant des charges de la période.
Assurance pour le personnel

•Volet Technique :

Expérience professionnelle
Liste des travaux similaires déjà réalisés
Qualification du personnel clé (avec CVs)
Méthodologie
Matériels disponibles
Conformité des produits à utiliser
Nombre employés à affecter au site l'OMS
Planning de réalisation des activités

•Offre financière + indication du salaire minimum des agents

Cout mensuel HT des prestations : XXXXXXXXXXXX/ mois

Cout annuel des HT prestations : XXXXXXXXXXXX par année.

Salaire minimum à verser aux agents : XXXXXXXXXXXX/ mois.

La soumission présentée sous plis fermé en deux exemplaires dont un original et une copies devra comprendre l'offre administrative, l'offre technique et enfin l'offre financière. L'enveloppe contenant ces trois offres devra porter la mention «Confidentiel – APPEL D'OFFRES POUR L'ENTRETIEN ESPACES VERTS ET JARDINS DE L'OMS/AFRO-2015 », devra être déposée à l'OMS/AFRO au plus tard le 4 Mars 2015 à 14h00 à l'adresse suivante :

Organisation mondiale de la santé

Bureau Régional pour l'Afrique

BP 6

Bureau de GMC N° 128 (1er étage)

Cité du Djoué

Brazzaville - Congo

Une visite collective des lieux sera organisée Jeudi 25 Février 2015 à 10

Heures avec comme programme :

•10H00 à 10H30 : séance de briefing dans la salle N° 18 à l'Estate ;

•10H30 à 11H00 : visite de reconnaissance des lieux ;

•et 11H00 à 11H30 : séance de questions/réponses.

N.B :

La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée.

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

Fait à Brazzaville, le 19 Février 2015

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Être riche et ne pas donner, c'est voler »

Francis Ford Coppola, cinéaste américain, Jeune Afrique N°2822 du 8-14 février 2015

« Les questions de gouvernance n'ont jamais été des préoccupations majeures formelles, pour les gouvernements. »

Abdoulatif Coulibaly, ministre sénégalais de la Promotion de la Bonne gouvernance et Porte-parole du gouvernement, Le Soleil, 16 février 2015

« Les crises environnementales sont liées aux crises sociales.

David Cormand, secrétaire national adjoint d'EELV, l'Humanité, 16 février 2015

« Toutes les fois qu'on verra tout le monde tranquille dans un État qui se donne le nom de République, on peut être assuré que la liberté n'y est pas. »

Montesquieu, cité par Robert Maggiori, journaliste à Libération, 28 janvier 2015

« Je ne prépare pas le sort d'une prochaine élection. Je prépare le sort d'une prochaine génération. »

François Hollande, président français, Le Point 2096 du 15 novembre 2012

« Le Régiment de sécurité présidentielle n'a pas été créé pour protéger une personne en particulier, il a été créé pour protéger le président du Faso. À ce titre, n'importe quel président qui sera là, bénéficiera de la même protection et de la même façon que le président Compaoré qui est parti. »

Général Gilbert Diendéré, Burkina Faso, lefaso.net, 16 février 2015

À LOUER

Nous faisons louer un dépôt de 27m de longueur sur 9.50m de large avec 7m de hauteur au centre ville.

Adresse : avenue des manguiers à côté de la chambre froide Jhony (Beach)

Contacts : 06 621 88 88 / 06 912 82 82

BASSIN CONGO-OUBANGUI-SANGHA

La CICOS oeuvre pour la promotion et la dynamisation de l'écotourisme

Un atelier régional sur l'état des lieux de l'écotourisme sur le plan institutionnel et législatif dans le bassin du Congo s'est ouvert ce 19 février à Brazzaville. Les experts des cinq pays membres de la CICOS vont aussi examiner et valider la feuille de route des prochaines étapes qui proposent les trois axes d'intervention issus des recommandations des ateliers nationaux.

nisation mondiale du tourisme, « c'est-à-dire, la charte du tourisme où le code d'éthique du tourisme », a-t-elle soutenu.

Rappel : élaborée sur la base des recommandations issues



La photo de famille

« Les objectifs fixés c'est de pouvoir sortir un document à jour sur l'état des lieux de l'écotourisme sur le plan institutionnel et législatif solide, capable de répondre aux défis qui se dressent devant chaque pays membres », a précisé Charles Nganga, représentant du ministre du Tourisme et de l'environnement lors de son mot d'ouverture. Il s'agit aussi de mentionner la sensibilisation des acteurs, du renforcement des capacités et de la mobilisation des financements.

L'expert principal en charge de l'écotourisme, représentant le secrétaire général de la Commission internationale Congo-Oubangui-Sangha (CICOS), Audrey Zoula, a justifié l'initiative de l'institution, en faveur de l'élaboration de la nouvelle feuille de route qui, « énonce une série d'actions

qui seront mises en œuvre conjointement par le Secrétariat général de la CICOS et ses Etats membres ».

Approché, par la presse, Audrey Zoula, a affirmé que l'écotourisme au Congo reste encore sous-développé. « L'écotourisme, on en parle, mais aujourd'hui il n'a pas vraiment démarré au Congo. Il reste un peu dans les textes. Ce n'est pas quelque chose que les gens maîtrisent déjà », a-t-elle expliqué. Audrey soutient ses propos du fait qu'au niveau du ministère congolais du Tourisme, on n'a pas des textes qui structurent l'écotourisme. Ce qui n'est pas le cas au niveau du ministère de l'Economie forestière et du développement durable. En clair, aujourd'hui au Congo l'écotourisme ne dispose d'aucune base juridique. Et les seuls documents référentiels s'avèrent ceux de l'Orga-

des cinq ateliers nationaux, la présente feuille de route pour le développement de l'écotourisme dans le bassin du Congo présente les actions et activités à mener, en mettant l'accent sur trois axes majeurs identifiés dans les ateliers, à savoir la sensibilisation, le renforcement des capacités et la mobilisation des financements. Cette feuille de route de la CICOS vise entre autres, à promouvoir une compréhension commune des actions à mener par tous les acteurs pour un meilleur résultat sur le terrain. C'est un document de référence évolutif qui énonce également les supports, moyens et outils nécessaires à la réussite des activités, ainsi que l'institution qui sera maître d'œuvre et celles qui viendront en appui, afin de créer un cadre solide pour un développement effectif de l'écotourisme.

Guillaume Ondzé



Une expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE!

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45/06 992 04 91-Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE	COUT
Le cahier des charges fonctionnel et technique : de l'analyse du besoin à l'élaboration	3 jours	4 au 6 mars 2015	300 000 FCFA
La pratique de l'audit fiscal et contrôle interne	5 jours	9 au 13 mars 2015	450 000 FCFA
Optimiser ses outils et techniques de recrutement	3 jours	11 au 13 mars 2015	300 000 FCFA
Les fondamentaux du marketing	4 jours	17 au 20 mars 2015	400 000 FCFA
Suivi-évaluation des projets et programmes	5 jours	23 au 27 mars 2015	450 000 FCFA

*Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.

MAINTIEN D'ORDRE

La gendarmerie s'active à tester ses forces d'intervention rapide

Pour ce faire, une manœuvre dénommée « Pandore III » s'est déroulée le 19 février à l'esplanade du stade Alphonse Massamba-Débat, à Brazzaville, en présence des ministres de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo et de l'Intérieur, Raymond Zéphirin Mboulou, ainsi que du haut commandement de la force publique.

Au total 701 éléments ont été mobilisés pour la réalisation de cette opération dont 150 de la réserve stratégique du commandant de la gendarmerie ; un hélicoptère ; dix-huit véhicules dont cinq blindés ainsi qu'un réseau qui a été étalé avec l'utilisation de trente radios. Pandore III est organisée à l'occasion de la clôture du stage de formatage. En effet, cette formation a regroupé l'escadron d'intervention du 1er groupement de gendarmerie mobile, l'escadron de sécurité routière de Brazzaville et l'escadron d'intervention de la Garde républicaine, pendant trois semaines.

L'exercice Pandore est exécuté dans le but de tester la capacité des unités à juguler une crise de grande envergure avec maîtrise de la violence. Il vise principalement à évaluer la capacité du poste de commandement de la gendarmerie à planifier et à conduire une opération dans le cadre de la maîtrise de la violence ; évaluer l'ensemble du processus de planification et de montage de l'exercice, du niveau stratégique, tactique. Il s'agit notamment d'évaluer les capacités opérationnelles acquises au cours du formatage ; tester les capacités opérationnelles des moyens

spéciaux et les capacités des personnels à agir en situation de crise dans le respect des lois et règlements ; apprécier l'adaptabilité des unités à la dégradation progressive de la situation.

Le directeur de l'exercice Pandore III, le colonel François Nkoud, a rappelé la spécificité de cette troisième édition qui connaît la participation des unités stratégiques du commandement et des groupes d'intervention de la gendarmerie nationale. Cet exercice se tient également après la manœuvre militaire Loango 2014, permettant aux gendarmes de monter une opération de maintien de l'ordre avec un cycle complet, allant de la planification jusqu'à l'exécution.

« Nous sommes dans un état fictif de quota, les forces de sécurité intérieure sont confrontées à plusieurs défis, parmi lesquels, l'existence des gangs, une certaine jeunesse qui est manipulée, une certaine exacerbation de la jeunesse qui se manifeste lors des mouvements populaires », a rappelé le directeur de l'organisation et de l'emploi de la gendarmerie nationale.

Un scénario bien maîtrisé Les participants ont ainsi assis-

té à une démonstration. Il s'agit des militants du parti au pouvoir qui, voulant perturber un meeting de l'opposition sécurisé par des gendarmes, se sont affrontés aux forces de l'ordre, à travers les jeux de pierres. Le premier groupe étant débordé, le commandement de forces engage un escadron de gendarmerie mobile qui vient dis-

perser les perturbateurs à l'aide des bombes lacrymogènes, en infiltrant le secrétaire général du parti d'opposition. S'en est suivi l'érection des barricades (simples et enflammées) ; la prise d'otages et la découverte d'un cadavre.



Les gendarmes dispersant les manifestants ; crédit photo Adiac

perser les perturbateurs à l'aide des bombes lacrymogènes, en infiltrant le secrétaire général du parti d'opposition. S'en est suivi l'érection des barricades (simples et enflammées) ; la prise d'otages et la découverte d'un cadavre.

« A ce moment, le groupement de forces débordé, demande le renfort au commandant de l'opération qui envoie un renfort troisième dimension : un hélicoptère ajouté à sa réserve stratégique et

crétaire général du parti de l'opposition qui venait d'être infiltré a été pris en otage par quelques manifestants du parti au pouvoir. Ne disposant pas des moyens nécessaires, le commandant de forces demande l'intervention des gendarmes pour mettre un terme à la prise d'otages, donc les libérer.

Signalons que Pandore est un nom familier qui désigne le gendarme qui 24h/24 assure la sécurité des personnes et des biens,

préviens les troubles à l'ordre public, constate les infractions à la loi, recherche, interpelle les auteurs. Il les présente par la suite devant les tribunaux, assiste et secourt, assure la circulation routière, protège les points sensibles, recherche le renseignement et assure la police du service de garnison. Pour le commandement de

la gendarmerie nationale, il est nécessaire de tester régulièrement la capacité de l'ensemble de ses forces à juguler une crise dans un processus d'aggravation rapide. Le contexte actuel nécessite en urgence un renforcement des capacités opérationnelles des personnels et des unités car, les défis à relever par les forces de sécurité intérieure sont de plus en plus nombreux et complexes.

Parfait Wilfried Douniama

NÉCROLOGIE



Les familles Eyoka et Liboula, originaires du village de Bohoulou, ont la tristesse de faire part aux parents, amis et connaissances du décès de leur très cher et regretté Jean Philon Bokotola, survenu le samedi 14 février 2015 Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient à Kombo (Arrêt: Kirikou ou Bas Prix) non loin de Télé-Congo.

Le programme des obsèques vous sera communiqué ultérieurement.

Les familles Bantaba, Ngomba, la veuve Mbossa-Okandze et enfants ont la douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur fils, frère, le capitaine Tony Mbossa-Okandze, survenu le mardi 17 février 2015 à Brazzaville.

Le deuil se tient au N°45 bis de la rue Loutété, quartier Talangaï, arrêt Eglise kimbanguiste. La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



CHINA JIANGSU GLOBAL CONSTRUCTION CO. LTD

La société JIANGSU GLOBAL CONSTRUCTION est bien connue des entreprises de construction à grande échelle de la Chine.

Actuellement, elle crée des succursales au Congo, dans le but d'entreprendre tous types de construction, de décoration et de conception des résidences privées

La société est également spécialisée dans la production et la vente de tous types de briques industrielles, de bonne qualité ; de sable de concassage, de ciment et de gravier.



Nos tarifs sur les produits que nous proposons sont tels que :

Briques de 12# :480 CFA
Briques de 15# :530 CFA
Briques de 20# :650 CFA
Sable 20m³ :180.000 CFA
Gravier 20m³ :650.000 CFA

Les tarifs proposés incluent les frais de chargement, de déchargement et de transport

NB : Livraison gratuite en zone urbaine (dans Brazzaville)

Adhérons à la bonne qualité et au bon service pour la majorité du peuple congolais.

Adresse : Brazzaville, Kinsana sur la route nationale N° 1 (arrêt de bus Kinsana avant la rivière Ioua).

Contacts : (+242) 06 6907119 / 06 9855060

06 9198888 / 06 6551111

LUTTE CONTRE EBOLA

L'ONU évalue à 1,5 milliard environ les besoins nécessaires pour l'année 2015

Le coordinateur pour la lutte contre l'épidémie, David Nabarro, a indiqué devant l'Assemblée générale de l'ONU, le 18 février, que cette institution a besoin de fonds supplémentaires pour aider les pays d'Afrique de l'ouest touchés à éradiquer l'épidémie à virus Ebola.

Il a précisé que pour l'instant, seuls 600 millions de dollars avaient été réunis et a annoncé que l'ONU allait publier cette semaine un premier rapport sur l'utilisation des fonds recueillis pour lutter contre Ebola.

« Le système onusien et ses partenaires ont besoin de fonds supplémentaires afin de soutenir les efforts des gouvernements nationaux pour parvenir à +zéro cas+ », a-t-il expliqué.

« Il y a maintenant dix fois moins de cas d'Ebola chaque semaine qu'il n'y en avait en septembre 2014 », a-t-il indiqué, en se félicitant des progrès « remarquables » accomplis. Mais, a-t-il ajouté, « la dernière ligne droite est la plus dure ».

« En Sierra Leone par exemple, la situation est meilleure qu'en octobre-novembre derniers mais il reste 70 à 80 cas détectés par semaine, ce qui constitue encore une crise majeure », a-t-il expliqué.

Une fois l'épidémie éradiquée, le Dr Nabarro pense qu'il faudra encore rétablir et renforcer les services de santé dans les trois pays les plus touchés (Sierra Leone, Liberia, Guinée). Sur ce, a-t-il ajouté, une réunion se tiendra fin mai à New York sous l'égide de l'ONU pour « mobiliser les ressources ».

« Tout en reconnaissant les progrès accomplis, nous ne pouvons-nous permettre de faire preuve de complaisance », a renchéri le chef de la Mission de l'ONU pour la lutte contre Ebola (UNMEER), Ismail Ould Cheikh Ahmed.

Il a en outre invité à redoubler d'effort lors des semaines prochaines car la saison des pluies risque de compliquer la tâche en ralentissant les transports et en ravivant toutes les maladies.

Yvette Reine Nzaba

COOPÉRATION

L'OMS Afrique déterminée à appuyer les politiques sanitaires des États de la région

La directrice du Bureau régional pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Dr Rebecca Matshidiso Moeti, a été reçue en audience le jeudi 19 février par le ministre congolais des Affaires étrangères, Basile Ikouébé.

Le Dr Rebecca Moeti Matshidiso qui a été désignée à ce poste, le 6 novembre de l'année dernière à Cotonou, au Bénin, était partie présenter les lettres qui l'accréditent au Congo en qualité de nouvelle directrice de l'OMS pour l'Afrique. Elle succède ainsi au Dr Luis Sambo dont le mandat s'est achevé le 31 janvier 2015 au terme de dix années consécutives. « J'ai informé le ministre des Affaires étrangères et donc l'ensemble du gouvernement congolais que je suis venue prendre mes fonctions à Brazzaville », a-t-elle déclaré à sa sortie d'audience.

Interrogée sur ce que l'OMS Afrique se propose de faire durant son mandat, la nouvelle directrice régionale a dit que l'organisation poursuivra les objectifs qu'elle s'est assignée sur le continent africain. « Nous allons de manière globale appuyer les États africains dans le secteur de la santé. Il s'agira surtout d'appuyer les gouvernements des 47 États de notre région à définir les politiques, stratégies et autres plans. Il s'agira aussi de veiller à la mise en œuvre de ces plans d'action concernant les priorités comme les maladies transmissibles, y compris le VIH/Sida, le paludisme et la tuberculose », a-t-

elle précisé.

L'amélioration de la santé de la femme et de l'enfant ainsi que la prévention des maladies tropicales négligées, les maladies non-transmissibles, font tout aussi partie des priorités dont l'OMS Afrique s'est fixée. a souligné le Dr Rebecca Moeti Matshidiso.

Pour réussir ce pari, l'organisation qui travaille surtout avec les ministères en charge de la santé entend dynamiser sa coopération avec d'autres partenaires qui appuient les gouvernements dans le domaine sanitaire. Ceci, dans le but d'améliorer la santé de la population.

Le Dr. Rebecca Moeti Matshidiso qui avait servi sept ans à Brazzaville en qualité de directrice régionale adjointe de l'OMS pour Afrique a saisi cette occasion pour éclairer l'opinion sur l'apport de l'organisation en matière de lutte contre Ebola, qui a fait de nombreuses victimes en Afrique de l'Ouest. « L'OMS a beaucoup travaillé sur cette épidémie et va continuer à le faire (...). En Sierra Leone, au Liberia et Guinée, les trois pays les plus touchés, il y a eu d'autres cas qui ont été enregistrés les deux semaines passées, mais je suis rassurée que ce fléau sera bientôt maîtrisé », a-t-elle affirmé.

« J'ai mis en place une équipe spéciale au niveau du bureau régional



Basile Ikouébé et Dr. Rebecca Moeti Matshidiso pour suivre de près la situation dans les trois pays», a indiqué la directrice régionale de l'OMS pour Afrique qui se rend en cette fin de semaine dans ces États concernés. Cette visite sera l'occasion pour elle d'évaluer les besoins afin de renforcer l'appui de l'organisation destiné à ces pays. « Nous avons beaucoup d'espoir que les bailleurs de fonds soutiendront l'OMS pour que celle-ci améliore sa capacité d'intervention dans ces pays », a poursuivi le Dr Rebecca Moeti Matshidiso. Rappelons que lors de sa désignation, la nouvelle directrice régionale de l'OMS Afrique s'était engagée à travailler avec chaque État membre afin de relever les défis qui interpellent la région africaine. « Je m'engage personnellement et j'engage mes collègues à poursuivre sur la lancée de ce que nous avons créé jusqu'à présent et je suis confiante que nous allons tirer avantage des réalisations positives survenues au sein du continent. », avait-elle déclaré.

Nestor N'Gampoula

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Samedi 14 février 2015 à l'hôtel Saphir de Brazzaville, le représentant de l'honorable André OKOMBI SALISSA), a dénoncé une attaque armée contre l'ancien ministre, député de Lékana, attaque qui serait survenue dans la nuit du 12 février 2015, à hauteur du village Lampama.

Le jour même de l'incident annoncé, dont l'écho a été porté par la rumeur, la Direction départementale de la police des Plateaux a entrepris les premières investigations, avec toutes les vérifications d'usage.

Voici les faits.

Dans la nuit du 12 février 2015 à 20h 00, vers le village Lampama (entre Lékana et Djambala), d'après les victimes qui sont Messieurs Inko-Ngatsebe Bertin, Makouana Gilbert et Mvime Eustache, trois assaillants cagoulés auraient tiré un coup de feu sur leur véhicule. Un seul coup de feu dont l'effectivité n'a cependant pas été confirmée par les habitants du village Lampama interrogés à ce sujet.

Messieurs Inko-Ngatsebe Bertin, Makouana Gilbert et Mvime Eustache, à bord d'un véhicule Toyota Hilux immatriculé 308 JK4, propriété de monsieur Okombi Salissa, auraient donc essuyé un seul coup de feu, au lieu précité, alors qu'ils se rendaient à Djambala chercher l'épouse du député et ancien ministre, en séjour dans cette localité, pour la ramener à Lékana. Revenus donc à Lékana sans être arrivés à Djambala, ces trois messieurs ont déclaré que, de la brousse, auraient surgi brutalement trois assaillants cagoulés vêtus d'uniformes militaires et armés de PMAK, ayant visiblement, selon eux, des intentions de braquage. Ils les auraient contraints à rebrousser chemin, faisant une marche en arrière, le temps de se retourner pour

reprandre, normalement, la route de Lékana.

Signalons qu'ici il est difficile de croire qu'à cet endroit une telle manœuvre soit possible dans ces circonstances.

Les éléments de la police en service au village Ngouloukila, informés par les occupants du véhicule, rendirent compte de cet incident à leur supérieur, le capitaine de police, chef du commissariat du District de Lékana.

A Lékana, le chef du commissariat, appelé par l'honorable Okombi Salissa, se fit le devoir de se rendre à sa résidence pour parler de cet incident. L'ancien ministre le reçut avec force déclarations intempestives : « C'est parce que je suis ici que ces choses-là se passent ! Je vais saisir les ambassades et les institutions internationales. Si la police ne fait rien, j'irai avec la population ratisser la zone pour rattraper ces criminels ».

Après ces mots plutôt excessifs, le député de Lékana sollicita les services de police pour que ceux-ci aillent à Djambala chercher son épouse pour la ramener à Lékana. Après avoir demandé et obtenu l'autorisation de sa hiérarchie, le chef du commissariat partit donc à Djambala chercher l'épouse de l'ancien ministre qu'il ramena, peu après, à Lékana. Ce convoi-là était composé d'un véhicule de police et d'un véhicule particulier de monsieur Okombi Salissa. Sur le chemin de retour, les partisans d'Okombi Salissa, ramassant un morceau de tissu rouge, le présentèrent comme l'une des cagoules des prétendus assaillants.

Il est à signaler que les trois occupants du véhicule qui aurait essuyé le coup de feu, sont restés constants dans leurs déclarations, disant, entre autres, que les prétendus assaillants sortis de brousse se tenaient à

50 mètres de leur véhicule, pointant vers eux leurs armes de guerre ; qu'ils ont tiré un seul coup de feu ; qu'il s'agissait pour eux d'une tentative de braquage, parce que, si les assaillants avaient voulu les tuer, ils l'auraient fait avec une très grande facilité ; que, malgré le coup de feu, ils ont pu repartir vers Lékana.

D'après les faits, tels que racontés par les partisans de monsieur Okombi, il apparaît clairement qu'il ne s'est pas agi d'un cortège, ni d'un convoi quelconque. Le député n'avait pas quitté Lékana où, dans sa résidence, il attendait ses partisans partis chercher sa femme à Djambala. Donc, il n'y a pas eu de tentative d'assassinat de monsieur Okombi Salissa.

Les déclarations faites à la police par les trois prétendues victimes ne sont pas secrètes. Elles peuvent être mises à la disposition du public. Deux des trois prétendues victimes circulent librement à Brazzaville où elles résident. La troisième habite Lékana, en toute liberté. Pour terminer, il convient d'insister sur le fait que, sous la conduite d'un officier, des agents sont allés à Djambala pour ramener à Lékana, en toute sécurité, l'épouse du député Okombi Salissa.

La Direction Générale de la Police, soucieuse de la protection des personnes et des biens, a saisi d'ores et déjà le Procureur de la République pour qu'une enquête soit ouverte et que toute la lumière soit faite sur cette affaire. /-



Fait à Brazzaville, le 18 février 2015.



CAN 2015

Le sponsor officiel satisfait du bilan des Diables Rouges

Ce 8 février 2015, la 30^é édition de la Coupe d'Afrique des Nations de Football s'est terminée avec la victoire des Eléphants de la côte d'Ivoire face aux Black Stars du Ghana. Mais les observateurs du football africain retiendront entre autre, la participation honorable des Diables Rouges du Congo, de retour sur la scène internationale après 15 ans d'absence.

Encadré par l'emblématique entraîneur français Claude Le ROY, le onze national congolais a déjoué tous les pronostics. Considérés comme le petit poucet du groupe A compte tenu de la première participation de tous ses joueurs à une Coupe d'Afrique, les congolais ont terminé premier de leur poule avec 7 points.

Le bilan global de la compétition des Diables Rouges est plus qu'honorable: 5^é équipe du tournoi, 4^é meilleure attaque avec 6 buts marqués. L'attaquant Thievy BIFOUA est un des quatre meilleurs buteurs et Christopher MAFOUMBI, fait partie du Top 3 des meilleurs gardiens de la compétition. La défaite contre la RDC en quart de finale par le score de 2 buts à 4, s'expliquant par l'inexpérience de cette nouvelle génération de footballeurs, n'occulte en rien leur brillante et inattendue prestation.

A propos du bilan des Diables Rouges, le Directeur Marketing de Airtel Congo, Izouma SIDIBE a déclaré : « **Airtel a fait la démarche d'être le sponsor officiel de l'équipe nationale du Congo avant la phase de qualification de la CAN 2015. Nous sommes fiers d'avoir été associés à cette belle aventure** »

De retour à Brazzaville, les Diables Rouges ont été chaleureusement reçus à l'hôtel Ledger par un comité d'accueil constitué de Airtel Congo, du Ministère du Sport et des sympathisants.

Interviewé à son arrivée, le capitaine de l'équipe Prince ONIANGUE a déclaré : « **Nous sommes reconnaissants envers la Nation et tous les citoyens congolais; ils nous ont magnifiquement accueilli et ça nous donne envie de recommencer** ».

L'entraîneur Claude Le ROY, satisfait de l'accueil a déclaré de son côté : « **Les joueurs ont tout donné; il faut leur tirer un grand coup de chapeau... Et quand on voit l'accueil du public de Brazzaville, c'est incroyable...** ».



De la gauche vers la droite :
MOUBIO, BIFOUA, et NDIINGA

L'aventure internationale des Diables Rouges seniors reprendra avec le tirage au sort des groupes qualificatifs pour l'édition 2017, le 8 avril prochain.

En attendant, les Diables Rouges juniors participeront à la prochaine CAN U20 du 8 au 22 mars au Sénégal toujours avec le soutien du sponsor officiel, **Airtel Congo**.



Accueil triomphal des Diables Rouges

DÉVELOPPEMENT

Promouvoir l'investissement en Afrique pour capitaliser les acquis

Quelque 1700 participants prennent part à la 3^{ème} édition du Forum international, Afrique Développement, dont les travaux ont été ouverts, jeudi à Casablanca, par le ministre marocain du Commerce et d'industrie, Moulay Hafid Elalamy.

« L'Afrique a changé et sa forte croissance économique et démographique également. Elle sort des schémas du passé pour entrer dans une dynamique de transformation profonde dotée des visions sectorielles, structurées et cohérentes, matérialisées par des plans chiffrés et des projets d'investissements ciblés dans tous les domaines afin de valoriser ses matières premières », a déclaré le président directeur du Groupe Attijariwafa bank, Mohamed El Kettani. Il s'adressait aux décideurs et opérateurs économiques africains, venus de 23 pays dont 17 du continent africain. Du 19 au 20 février, ils échangeront sur « Le temps d'investir », un thème qui revoie à la coopération Sud-Sud avec un accent sur l'investissement. Parmi les participants : des



Le Pdg du Groupe Attijariwafa bank, mohamed El Kettani

décideurs, opérateurs économiques, organisations patronales, Ong et journalistes appelés à se prononcer sur des secteurs stratégiques tels que l'énergie et l'agro-industrie. « La transformation économique de l'Afrique passe inévitablement par le développement des secteurs

prioritaires parmi lesquels l'énergie, l'agriculture et les infrastructures », a pour sa part indiqué la directrice de Maroc Export, Zahra Maa-firi dont l'institution est coorganisatrice de cette 3^{ème} édition. Dans cette perspective, le continent doit adopter de nouveaux modèles de coo-

pération pour susciter les échanges d'expérience et transcender les difficultés qui se présentent à lui. Pays organisateur de ce Forum, le Maroc, par ailleurs deuxième investisseur africain sur le continent, après l'Afrique du Sud, se montre ainsi disposé à partager son expérience avec les autres pays.

Au coeur du forum...

La première journée a donné lieu à la présentation des plans de développement économique de la Côte d'Ivoire et du Gabon. À cette occasion, des questions d'intérêt ont été évoquées : la diversification des sources d'énergie, la valorisation des ressources agricoles, la sécurité alimentaire, les modes de partenariat, les infrastructures avec, pour chaque thématique, un panel d'échanges et de partage d'expériences autour des projets réalisés et en cours dans différents pays. Avec un niveau d'échange intra africain ne représentant que 15% pour environ 60% entre l'Afrique et l'Asie, les défis à surmonter sont énormes. Outre le bas niveau des échanges, l'on note également le faible niveau d'in-

tégration au numérique et le manque de cadres formés dans les domaines spécifiques. En vue de capitaliser ces atouts, l'intégration et l'élargissement des zones de marché constituent un idéal pour une meilleure convergence des tarifications douanières et une intégration Sud-Sud avec un investissement qui accorde une grande attention aux Pme et Pmi.

Pour y parvenir, il est attendu des décideurs africains une plus large ouverture des frontières, gage d'une véritable libre circulation des personnes et des biens. Cela par la libération des espaces et la levée des barrières douanières. Selon le ministre marocain du Commerce extérieur et de l'industrie, l'Afrique a besoin de complémentarité pour créer des chaînes de valeur supérieures à celles existantes. Il estime que quatre volets sont nécessaires pour atteindre cet objectif. Il s'agit notamment d'accélérer l'intégration économique ; de favoriser l'émergence du secteur privé qui doit contribuer à l'investissement et améliorer l'environnement des affaires.

De notre envoyé à Casablanca, **Guy-Gervais Kitina**



AIRFRANCE

FRANCE IS IN THE AIR

PREMIUM ECONOMY

AU DÉPART DE BRAZZAVILLE

PARIS

À PARTIR DE

1 093 900 FCFA

TTC
A/R

AIRFRANCE_KLM

WWW.AIRFRANCE.CG

Tarif aller/retour disponibles jusqu'au 15/03/2015, toutes taxes comprises et hors frais de service en date du 03/02/2015. Envolez vous jusqu'au 31/03/2015 pour un séjour de 7 jours à 1 mois. Offre soumise à conditions et modifiable sans préavis. Renseignez vous auprès d'Air France au 05 531 21 51, de votre agence de voyages ou sur www.airfrance.cg

BANGUI

La Chine et les Etats-Unis s'engagent à réhabiliter un barrage hydroélectrique à Boali

Ces deux puissances entendent ainsi aider la Centrafrique à trouver des solutions aux difficultés d'approvisionnement en électricité.

L'ambassadeur de Chine en Centrafrique Ma Fulin et le Chargé d'Affaires de l'ambassade des Etats-Unis, David Brown ont visité le 17 février, les trois barrages hydroélectriques de l'Energie centrafricaine (ENERCA) situés à Boali, une ville qui se trouve à 95 km de Bangui.

Cette visite des deux diplomates va permettre d'évaluer rapidement l'ampleur des dégâts par les techniciens, afin d'établir un bilan financier pour que leurs pays respectifs puissent réagir positivement. Il faut dire que la demande en électricité ne cesse de s'accroître dans le pays, alors que l'ENERCA n'arrive pas à y faire face.

La République Centrafricaine connaît pour le moment beaucoup de problèmes d'électricité qui se manifestent par des coupures intempestives. En cause, l'assèchement des eaux de la rivière Mbali où se trouvent les barrages hydroélectriques qui fournissent l'électricité. A part ces barrages, il n'existe pas de générateurs de grande puissance pour produire de l'électricité suffisante. Une situation qui entrave fortement l'installation dans le pays des grandes usines.

La société de distribution d'électricité en Centrafrique, n'a pas échappé aux destructions et pillages qui ont touché l'ensemble des entreprises d'Etat, pendant les crises militaro-politiques qui ont secoué le pays. Les installations et équipements de nouveaux barrages en construction par des techniciens chinois ont été vandalisés et sabotés poussant ces derniers à plier bagages.

Pour l'Ambassadeur chinois Ma Fulin, le réengagement de son pays pour la réhabilitation des barrages hydroélectrique de l'ENERCA illustre une grande page de la coopération entre la Chine et la RCA. Cette action des partenaires chinois et américains s'inscrit dans le cadre du processus de reconstruction du pays, notamment des infrastructures de base.

la Minusca invite le gouvernement à relever le niveau sécuritaire

La mission onusienne a appelé les autorités à déployer des efforts dans ce sens, et demandé ce 18 février les protagonistes de la crise centrafricaine à la retenue.

Faisant le point de la situation sécuritaire dans le pays, le porte-parole de la police de la Minusca, Eric Kayiranga a d'abord rappelé les événements qui ont créé des tensions ces derniers jours à Bangui, la capitale. « Dans la nuit du 14 février, un élément de l'ex-Séléka a été mortellement poignardé par un ex-Anti-Balaka vers la Primature. Le même jour, deux corps ont été retrouvés la nuit dans le 3e arrondissement, visiblement poignardés. Mercredi, nous avons recensé un cas d'un véhicule qui trans-

portait le préfet de la Ouaka et qui a été détruit par un groupe des voyous au centre-ville et la police de la Minusca est intervenue pour assurer la sécurisation des lieux », a rappelé Eric Kayiranga.

Toujours selon ce dernier, au courant de la semaine, 21 personnes ont été arrêtées dans le cadre des opérations de lutte contre la grande criminalité pour 17 infractions. La Minusca se dit préoccupé du regain de violence observé ces derniers jours à Bangui et dans certaines villes du pays. « Plusieurs actes barbares ont été commis et se trouvent à contre-courant du climat général de détente qui a permis la tenue des consultations populaires à la base dans la majeure partie du pays », a fait observer

le porte-parole de la Minusca.

C'est à la lumière de ce regain de tension que, Hamadoun Touré, responsable de la communication de la Minusca a invité le gouvernement à « prendre des mesures adéquates pour relever le niveau de sécurité et contribuer, de manière significative à l'apaisement des tensions. La Minusca appelle tous les protagonistes à faire preuve de retenue et à consacrer leur énergie et leur influence à la réconciliation nationale, la cohésion sociale, préalables à une paix durable ».

A noter que le weekend dernier a été marqué par des actes de violences dans la capitale et dans certaines villes et provinces, occasionnant la mort d'une dizaine de personnes.

BOALI

Les élèves découvrent un explosif dans leur établissement

Pris de panique, les élèves de l'école sous-préfecturale garçon de la ville de Boali, (Sud-Ouest) ont précipitamment quitté l'école ce mardi 17 février dès les premières heures de cours. Georges Christian Boyombo, directeur de cette école a expliqué que c'est pendant l'entretien de la cour de l'établissement scolaire que les en-

fants ont découvert le matériel de guerre. « Cet établissement avait servi de base aux ex-Séléka et aux ex-Anti-Balaka. C'est possible qu'aujourd'hui l'on retrouve un explosif », a-t-il expliqué.

Il a appelé par ailleurs, les élèves à la prudence pendant les jeux de la récréation. « Nous allons demander à la gendarmerie et

aux forces internationales qui sont dans la ville de Boali de vérifier d'abord les lieux avant que les enfants ne puissent jouer », a conclu Boyombo.

Informés de la situation, les éléments de la Minusca ont fait une descente sur le terrain pour constater les faits.

Source : Réseau des journalistes pour les Droits de l'Homme



AVIS D'APPEL D'OFFRES No. AFRO/033/2015 CONCERNANT LA SELECTION D'UNE SOCIETE DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN INTERIEUR DES LOCAUX DE L'OMS/AFRO (BUREAUX, PARTIES COMMUNES DES APPARTEMENTS, ATELIERS ETC...)

Le Bureau Régional pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la santé (OMS-AFRO), sis à la cité du Djoué, Congo, désire sélectionner une société chargée du nettoyage et de l'entretien intérieur des locaux (bureaux, parties communes des appartements, ateliers, etc..).

Le cahier des charges y afférant (avec les détails et les conditions de sélection) est retirable jusqu'au 2 Mars 2015, entre 9H et 13H du lundi au vendredi auprès du Bureau N° 21 à « L'Estate, Bureau régional pour l'Afrique, cité du Djoué ».

Les sociétés intéressées sont invitées à poser leur candidature.

L'offres sera présentée en trois volets :

•Volet administratif :

- Une copie du Registre de commerce
- Une copie Numéro d'immatriculation Unique NIU
- Une copie de Patente de l'année en cours
- L'Attestation d'inscription au ministère de commerce (document obligatoire)
- Identité bancaire + Relevé avec avoir équivalent au moins à 3 mois du montant des charges de la période.
- Assurance pour le personnel

•Volet Technique :

- Expérience professionnelle
- Liste des travaux similaires déjà réalisés
- Qualification du personnel clé (avec CVs)
- Méthodologie
- Matériels disponibles
- Conformité des produits à utiliser
- Nombre employés à affecter au site l'OMS
- Planning de réalisation des activités

•Offre financière + indication du salaire minimum des agents

Cout mensuel HT des prestations : XXXXXXXXXXXX/ mois

Cout annuel des HT prestations : XXXXXXXXXXXX par année.

Salaire minimum à verser aux agents : XXXXXXXXXXXX/mois.

La soumission présentée sous plis fermé en deux exemplaires dont un original et une copies devra comprendre l'offre administrative, l'offre technique et enfin l'offre financière. L'enveloppe contenant ces trois offres devra porter la mention «Confidentiel – APPEL D'OFFRES POUR L'ENTRETIEN INTERIEUR DES LOCAUX DE L'OMS/AFRO-2015 », devra être déposée à l'OMS/AFRO au plus tard le 4 Mars 2015 à 14h00 à l'adresse suivante :

Organisation mondiale de la santé

Bureau Régional pour l'Afrique

BP 6

Bureau de GMC N° 128 (1er étage)

Cité du Djoué

Brazzaville - Congo

Une visite collective des lieux sera organisée Jeudi 24 Février 2015 à 10

Heures avec comme programme :

•10H00 à 10H30 : séance de briefing dans la salle N° 18 à l'Estate ;

•10H30 à 11H00 : visite de reconnaissance des lieux ;

•et 11H00 à 11H30 : séance de questions/réponses.

N.B :

La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée.

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées.

Fait à Brazzaville, le 19 Février 2015

MUSIQUE

Roga-Roga, candidat au poste d'ambassadeur de bonne volonté de l'Unesco

La demande de procédure pour la présentation de la candidature de la star de la musique congolaise a été faite à la représentante de l'Unesco en République du Congo, Ana Elisa de Santana Afonso, par le conseiller culturel du maire de la ville de Brazzaville, Hugues Gervais Ondaye, en présence de l'artiste, au siège de cette institution onusienne à Brazzaville.

« C'est un grand plaisir pour nous de recevoir Roga-Roga, d'autant plus que c'est la maison des artistes, bref la maison de l'éducation », s'est réjoui la représentante de l'Unesco en République du Congo, accompagnant l'artiste à sa sortie d'audience.

Deux points ont été évoqués au cours de cette audience. Le premier portait sur la procédure à entamer pour la présentation de la candidature de Roga-Roga au poste d'ambassadeur de bonne volonté de l'Unesco ; le second sur la constitution d'un dossier de candidature des Feux de Brazza à l'établissement des relations officielles avec l'Unesco.

« Nous avons pu donner toutes les informations et nous nous sommes mis à la disposition du maire de la ville de Brazzaville et des autorités congolaises notamment de la commission nationale congolaise pour pouvoir constituer le dossier puis le soumettre à l'attention de madame la directrice générale de l'Unesco. Je ne peux que formuler les vœux pour que le Congo puisse avoir un prochain ambassadeur de bonne volonté de l'Unesco, après Jean Serge Essous des Bantous de la capitale qui, malheureusement, nous a déjà quittés », a réagi Ana Elisa de Santana

Afonso.

En effet, Brazzaville étant une ville créative de l'Unesco, l'administrateur-maire de la ville, le député Hugues Nguélonzé, a

dans cette médiane en train de promouvoir les valeurs de paix, il n'y a qu'à lire ses chansons comme Racines et autres. D'où, le maire central n'a pas hésité



La représentante répondant aux questions de la presse à côté de Roga-Roga à sa droite et Hugues Ondaye à sa gauche

jugé utile de présenter la candidature d'un artiste de Brazzaville au poste d'ambassadeur de bonne volonté de l'Unesco. Et pour ce faire, le choix de la ville a été porté sur l'artiste musicien Roga-Roga, qui constitue la passerelle entre deux générations, notamment la génération des Bantous de la capitale avec les Essous et autres musiciens, et celle d'aujourd'hui, c'est-à-dire des plus jeunes (avec la musique urbaine). Il est donc

de le responsabiliser pour qu'il porte le label du Congo et de la ville, en vue de moraliser la jeunesse aussi.

Entre-temps, la mairie de Brazzaville est en train de travailler sur le thème de la candidature de Roga-Roga qui portera probablement sur : Jeunesse, culture et paix, parce que c'est l'actualité et les jeunes doivent s'inscrire dans cette dynamique. Les artistes étant des leaders d'opinion avec impacte

sur la jeunesse, la mission a été assignée à Roga-Roga à travers cette candidature, de la conscientiser.

Quant au choix porté sur le chanteur, Hugues Ondaye, pense qu'aujourd'hui, le nom de cet artiste résonne au-delà des frontières nationales. Il s'agit de le responsabiliser, de travail-

lonté de l'Unesco, qui est une nomination très importante. Il a profité de l'occasion pour remercier l'administrateur-maire de la ville de Brazzaville, Hugues Nguélonzé, pour l'avoir choisi, avant de remettre son nouvel album intitulé Contentieux à Ana Elisa de Santana Afonso.

« Mon souhait est de devenir ambassadeur de bonne volonté de l'Unesco afin que je puisse mettre ma main à la pâte. Cela fait partie d'ailleurs de mes devoirs, parce que, là où l'humanité a besoin de moi, je dois répondre présent. J'ai vraiment la volonté de travailler et surtout d'édifier la jeunesse à travers des messages. Parce que nous avons connu la bêtise humaine dans ce pays et nous ne voulons plus en connaître. D'où nous, artistes, devons faire un effort de conscientisation de la jeunesse à travers des messages de paix. »

Signalons que les ambassadeurs de l'Unesco se réunissent tous les deux ans pour une évaluation.

Le deuxième point de cette audience a porté sur le festival Feux de Brazza qui est une organisation non gouvernementale. A propos, la représentante de l'Unesco a livré des informations à Hugues Ondaye, relatives à la constitution d'un dossier de candidature des Feux de Brazza à l'établissement des relations officielles avec l'Unesco.

Bruno Okokana

THÉÂTRE

La Compagnie Nsala met en place un projet pour le jeune public

La compagnie Nsala qui œuvre dans le domaine du spectacle vivant avec des créations tournées vers la prise de conscience de l'ensemble de la population a choisi de s'orienter vers le jeune public, car s'adresser à cette tranche de la population, c'est éduquer la jeunesse et construire un avenir meilleur pour une nation.

Ce projet vise prioritairement à offrir aux enfants une distraction saine et susceptible de leur apporter des valeurs morales et humaines. Les thématiques abordées dans chaque épisode tourneront autour de l'éducation visant la citoyenneté de vivre ensemble, les droits et les devoirs du citoyen, le respect de la nature tout en restant très ludique. Les objectifs de ce projet sont d'apporter un loisir aux plus petits ; transmettre les valeurs républicaines par le biais du théâtre ; offrir aux parents un appui à l'éducation et une solution pour le divertissement des plus petits ; développer les capacités d'expression des tous petits ; aider les enfants à vaincre leur timidité.

Ce projet consiste aussi à créer un spectacle de théâtre à plusieurs épisodes et dédié aux enfants de 3 à 13 ans. La représentation se fait en trois étapes : l'animation qui est le niveau fondamental du spectacle consiste à capter l'attention de l'enfant par des jeux ; la tombola qui est une étape volontaire à laquelle peuvent adhérer les parents, par l'achat d'un ticket spécial tombola ; enfin le spectacle, point culminant de la représentation de trente minutes.

La compagnie Nsala, que dirige Harvey Massamba, a été créée en 2003 à Yaoundé. Elle résulte d'une volonté de revenir sur les planches après quelques années d'absence au cours desquelles le fondateur s'est occupé de la régie du spectacle. La Compagnie Nsala produit depuis lors plusieurs spectacles et a déjà monté plusieurs spectacles dédiés au jeune public et joué dans des écoles notamment à Yaoundé au Cameroun. Elle a présenté ses créations dans plusieurs festivals en Afrique et en Europe.

Hermione Désirée Ngoma

DISPARITION DE JEAN LEMA

Jean Claude Gakosso adresse un message de condoléances à son homologue de la RDC

Suite à la mort du journaliste culturel de la République démocratique du Congo (RDC), à l'âge de 80 ans, Jean Lema plus connu sous le pseudonyme de Jamais Kolonga, survenue le 14 février 2015 à Kinshasa, le ministre congolais de la Culture et des arts, Jean Claude Gakosso, a adressé un message de condoléances à son homologue de la RDC, Baudouin Banza Mukalay Nsungu.

Dans ce message, Jean Claude Gakosso, qui a connu l'homme, ce grand ami des artistes, ce fidèle collaborateur d'Emery Patrice Lumumba, n'a pas caché sa vive émotion et son immense tristesse suite à la disparition de ce grand culturel qui avait l'admiration pour le ministre congolais de la Culture. Il le dit d'ailleurs en ces termes :

« Monsieur le Ministre et cher Homologue, C'est avec une vive émotion et une immense tristesse que nous avons appris, ici à Brazzaville, la nouvelle du décès de Jean Lema, alias « Jamais Kolonga », journaliste culturel, ancien collaborateur d'Emery Patrice Lumumba, grand ami des artistes, fidèle compagnon,



Jean Lema dit « Jamais Kolonga »

entre autres, de Joseph Kabasele, de Nganga Edo, de Jean-Serge Essous, de Célestin Nkouka, de Nino Malapet et de Tino Baroza, décès survenu le dimanche 15 février 2015, à Kinshasa.

Jean Lema, alias « Jamais Kolonga », restera dans nos mémoires, ici à Brazzaville, comme une grande icône de la musique congolaise moderne, un excellent passeur entre les deux rives pour l'émancipation de la rumba congolaise et pour son rayonnement international. L'ensemble de la communauté artistique de la République du Congo se joint à celle de la République Démocratique du Congo, ainsi qu'à vous-même, Monsieur le Ministre et cher ami, pour vous témoigner sa profonde compassion, sa solidarité et son amitié. Fraternellement, Jean-Claude Gakosso. »

Signalons que c'est Jean Lema dit « Jamais Kolonga », qui annonça le 30 juin 1960 sur les ondes de la radio nationale l'indépendance de la RDC. Grand ami des artistes, Kabasele grand Kalle, le surnomma « Jamais Kolonga », un sobriquet qui lui est resté collé à la peau jusqu'à son dernier soupir.

Bruno Okokana

PROCESSUS ÉLECTORAL

L'Acaj plaide pour la libération des prisonniers politiques et l'indépendance de la justice

Ces recommandations constituent, selon l'ONG, des préalables essentiels pour l'implication de tous les acteurs étatiques et non étatiques dans la réalisation des élections à venir dans le pays.

L'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) a réuni, le 19 février, à l'hôtel Cana, à Gombe, les professionnels des médias dans une conférence de presse, qui a eu comme sujet une correspondance de cette ONG adressée au Premier ministre et chef du gouvernement, sur l'organisation effective des élections dans les délais légaux, dont les copies ont été réservées au chef de l'État, à certains autres membres du gouvernement ainsi qu'au premier président de la Cour suprême de justice, au procureur général de la République et au président de la Commission nationale électorale indépendante (Céni).

L'ONG de défense des droits de l'Homme a, dans ce plaidoyer, posé deux préalables essentiels pour susciter l'implication de tous les acteurs dans ce processus électoral dont le déclic a été donné avec la publication, par la Commission nationale électorale indépendante (Céni) du calendrier global. Il s'agit, selon le président de cette association, Mè Georges Kapiamba, de la libération de

tous les prisonniers politiques ou d'opinion et l'indépendance de la justice. « Outre les contraintes d'ordre financier et législatif que la Céni a indiquées, l'Acaj identifie aussi l'apaisement de la situation politique et l'effectivité de l'indépendance du pouvoir judiciaire », a souligné cette association.

Libération des prisonniers politiques ou d'opinion

À en croire l'Acaj, pour que les élections soient réellement démocratiques, il est nécessaire que tous les Congolais, qui se trouvent actuellement privés de leur liberté de mouvement pour des raisons politiques, réputées politiques ou contre lesquels des motifs de droit commun ont été invoqués comme prétexte pour les réduire au silence, recouvrent leur liberté dans les meilleurs délais. Aussi, a noté cette ONG, ceux contre lesquels il existe actuellement des procédures judiciaires de ce genre en cours qu'ils en soient protégés. L'Acaj fait, par ailleurs, observer que les délégués aux concertations nationales avaient reconnu au gouvernement la responsabilité d'apaiser la situation politique par la libération de tous les prisonniers politiques ou d'opinion.

L'Acaj, qui s'est dite convaincu que pareil geste contribuera à l'apaisement politique avant l'organi-

sation des élections, a notamment cité Eugène Diomi Ndongala, Jean-Bertrand Ewanga, Jean-Claude Muyambo, Michel Bonekuba, Bruno Kiboko, Floribert Ngandu, Cyrille Mupapa, Augustin Kasongo Mulongoy, Ernest Kyaviro, Patrick Mundeke, Christopher Ngoyi Mutamba, etc. comme des politiques et personnalités de la société civile concernés par ce plaidoyer. Mais l'ONG a également exhorté à la cessation des procédures contre Boniface Umpula, Vital Kamerhe, Pascaline Kudura, etc. « Les élections ne seront démocratiques si les opposants mieux identifiés ci-dessus n'y participent pas et nous craignons que le gouvernement soit accusé de les avoir subtilement évincés », a prévenu l'Acaj.

Une justice réellement indépendante

Pour cette ONG, la bonne tenue des élections est tributaire de la mise en œuvre effective de l'indé-



Me Georges Kapiamba (à droite) et le Pr Nyabirungu, lors d'une conférence de presse au siège de l'Acaj/Photo Adiac.

pendance des cours et tribunaux. L'Acaj a plaidé sans négliger la nécessité de l'opérationnalisation de la Cour constitutionnelle, pour la cessation des immixtions directes ou indirectes de certains membres du gouvernement dans l'administration de la justice, le recadrage des missions des services de renseignements ainsi que la réaffirmation du monopole de l'action publique aux seuls parquets.

« Pour l'Acaj, le rôle de protection des droits fondamentaux par le juge, siégeant en chambre de conseil, devra être réhabilité car, à ce jour, il est transformé en simple juge d'application de détention préventive. Il n'est plus juge de contrôle de régularité et vérification de l'existence des conditions requises pour la détention », a déploré l'ONG.

Lucien Dianzenza

ENJEUX DE L'HEURE

Des leaders de l'opposition attendus le week-end prochain aux USA

Les échanges avec les représentants de l'administration Obama tourneront essentiellement autour du processus électoral en RDC.

Une poignée d'opposants congolais triés sur le volet sont attendus aux États-Unis d'Amérique le week-end prochain. C'est ce qu'a révélé une source proche de cette plate-forme politique tout en soutenant que les échanges avec les représentants de l'administration Obama pourraient tourner autour du processus électoral en RDC. Dans les milieux de l'opposition, on se réjouit de cette invitation des autorités américaines qui tombe à pic juste

quelques jours après la publication, le 12 février, à Kinshasa du calendrier électoral global par la Commission électorale nationale indépendante (Céni). Ils pensent ainsi capitaliser ce déplacement en livrant à leurs interlocuteurs leur vision par rapport au processus électoral en cours en RDC.

C'est justement pour en savoir un peu plus que Washington a invité ces leaders de l'opposition parmi lesquels le député et vice-président du groupe parlementaire UDPS et Allié Jean-Claude Vuemba. Pour ce dernier, il ne s'agit nullement d'aller comploter contre la République, ni d'hypothéquer son avenir à l'extérieur. « Les autorités américaines vont

nous donner leur vision sur le processus électoral et, nous, nous allons leur donner notre point de vue », a-t-il indiqué. Et d'enchaîner : « Il ne s'agit pas d'une réunion où nous allons hypothéquer l'avenir du pays comme l'avaient fait les membres de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo qui avaient chassé le Maréchal Mobutu du pouvoir en plaçant des étrangers aux commandes ». Jean Claude Vuemba a rassuré qu'à l'issue des échanges, la teneur sera communiquée à l'opinion nationale et internationale.

Outre le président du MPCR, José Makila de l'ATD, Ingele Ifoto de Faco, Franck Diongo du MLP et Albert Moleka ont aussi reçu leurs billets d'invitation. Ce n'est pas la première fois que les opposants congolais sont invités aux USA. Rappelons qu'en marge du sommet USA-Afrique, des leaders de l'opposition politique de la RDC avaient été invités en août 2014 à Washington par l'ONG américaine National endowment for democracy pour débattre sur l'opportunité ou non de la révision de la Constitution.

Alain Diasso



Quelques opposants congolais

ASSAINISSEMENT

Des ouvrages de base pour six écoles de Luebo

Grâce au projet « École Assainie » exécuté par Caritas Luebo dans la province du Kasai-Occidental, sur financement de l'Unicef/Kasai Occidental, 2058 enfants, filles et garçons, de six écoles primaires de la Cité de Luebo ont accès à des latrines propres avec un système de lave-mains susceptible de les mettre à l'abri des maladies d'origine hydrique telles que le choléra.



Une latrine hygiénique prévient les maladies des mains sales

Selon Caritas qui livre cette information, l'objectif de ce projet vise à doter des écoles primaires des ouvrages d'assainissement de base et du système de lave-mains afin de promouvoir les pratiques hygiéniques nécessaires pour que l'environnement scolaire soit favorable au développement éducatif des enfants.

À en croire le père Pierrot Mulumba, coordonnateur de la Caritas Luebo,

les populations bénéficiaires sont d'abord les élèves de six écoles primaires de trois sous-divisions et tous les membres de ces Communautés. Étendre ce projet dans d'autres écoles du Kasai-Occidental serait très bénéfique pour permettre aux élèves d'être à l'abri des maladies dites des mains sales qui sont à la base de l'augmentation de taux de mortalité chez les enfants.

Aline Nzuzi

INSERTION SOCIALE

27 morts en une semaine dans un conflit Bantous-Pygmées

Vingt-sept personnes ont été tuées et plusieurs blessées en une semaine dans plusieurs attaques lancées par des miliciens pygmées contre des villages bantous dans le sud-est de la République démocratique du Congo, ont indiqué mercredi les Nations unies.

Elles ont été tuées au cours de trois attaques menées du 9 au 15 février dans un rayon de 160 km autour de la ville de Manono, dans la moitié nord de la province du Katanga, a indiqué le lieutenant-colonel Félix-Prospère Basse, porte-parole militaire de la Mission des Nations unies pour la stabilisation de la RDC (Monusco) lors d'une conférence de presse à Kinshasa.

Depuis 2013, un conflit oppose des Bantous, majoritaires, à des Pygmées (chasseurs-cueilleurs présents dans plusieurs pays d'Afrique centrale) dans le district du Taganyika, et en particulier dans la zone de Manono. Les informations du colonel Basse semblent témoigner d'un regain de ce conflit qui avait semblé s'apaiser au cours des derniers mois.

Les affrontements entre milices des deux

groupes rivaux, dotées essentiellement d'armes traditionnelles (arcs et flèches, machettes), ou les attaques de civils par des combattants d'un camp ou de l'autre, sont réguliers et se soldent souvent par des tueries, des pillages ou des incendies de villages entiers. Longtemps marginalisés, les Pygmées, cherchent depuis quelques temps à faire reconnaître leur droits mais leurs revendications se heurtent au refus des populations bantoues, qui s'estiment de plus soutenues le plus souvent par les autorités locales.

Au Katanga, et plus largement en RDC, le mode de vie des Pygmées est menacé par la déforestation, l'exploitation des mines et l'extension des terres agricoles par les Bantous. En outre, malgré des avancées, les Pygmées, une fois chassés de leur milieu naturel, dépendent entièrement des Bantous pour leur maigre subsistance.

Les Pygmées sont présents également dans les vastes forêts du nord du pays, où la cohabitation est souvent difficile avec les autres communautés sans pour autant entraîner les violences observées au Katanga.

AFP

SANTÉ

All In, une nouvelle initiative pour mettre fin à l'épidémie de sida chez les adolescents

La plate-forme d'action, qui réunit les agences de l'ONU dont l'Unicef et l'Onusida et d'autres partenaires, vise à améliorer les résultats chez les adolescents en incitant les pays à modifier leurs politiques de façon stratégique et en enrôlant davantage de jeunes dans les activités de lutte contre le sida.

Bien que des avancées significatives soient enregistrées dans pratiquement tous les domaines de la riposte au VIH, les progrès restent à la traîne concernant les adolescents, selon les leaders de la lutte mondiale contre l'épidémie de sida. Le sida est donc devenu la première cause de décès des adolescents en Afrique et la deuxième au niveau mondial. Un enfant ou adolescent de moins de 15 ans sur quatre seulement ont accès à un traitement antirétroviral vital. Les décès diminuent dans tous les groupes d'âge à l'exception de celui des 10-19 ans. Les nouvelles infections à VIH ne diminuent pas aussi rapidement chez les adolescents que dans les autres groupes d'âge. Les adolescentes sont les plus touchées, en particulier en Afrique subsaharienne. En Afrique du Sud, plus de 860 filles ont été contaminées par le VIH chaque semaine en 2013, contre 170 garçons.

Pour changer la tendance sur le terrain, une nouvelle initiative vient de voir le jour en faveur des adolescents. Elle a été lancée à Nairobi au Kenya par le président Uhuru Kenyatta, souligne un communiqué de l'Unicef.

All In sera axé sur quatre principaux domaines d'action : engagement, mobilisation et autonomisation des adolescents en tant que leaders et acteurs du changement social, amélioration de la collecte de données afin de mieux éclairer les programmes, stimulation d'approches innovantes pour mettre à la portée des adolescents des services essentiels de prise en charge du VIH adaptés à leurs besoins et inscription de la lutte contre le VIH chez les adolescents en bonne place des programmes politiques afin de dynamiser une action concrète et de mobiliser des ressources.

Cette initiative va donc booster la lutte contre le sida chez les adolescents, comme l'a reconnu le président kenyan : « En intégrant des

adolescents aux processus décisionnels qui ont un effet direct sur leur vie, cette initiative catalysera le changement. Le Kenya est fier de soutenir cette nouvelle initiative »

De son côté, Michel Sidibé, directeur exécutif de l'Onusida, souligne que le VIH est la première cause de décès des adolescents en Afrique. Dans l'ensemble du continent, les jeunes femmes ont cinq fois plus de risques que les garçons d'être infectées par le VIH. Il s'agit d'une injustice morale. C'est la raison pour laquelle il appelle « les jeunes à prendre le leadership de l'initiative All In avec les Nations unies, les partenaires publics et privés ainsi que les pays eux-mêmes afin de mettre un terme à l'épidémie de sida des adolescents ».

Quant à Anthony Lake, directeur général de l'Unicef, il pense que les enfants et les jeunes devraient être les premiers et non les derniers à bénéficier des progrès enregistrés en direction de l'éradication de l'épidémie. « Nous devons atteindre les adolescents à côté desquels nous passons et enrôler tous les jeunes dans les activités visant à mettre un terme au sida des adolescents. En fait, nous ne pourrions pas atteindre l'objectif d'une génération sans sida sans eux », fait-il remarquer. « Je salue avec enthousiasme le lancement de l'initiative All In qui offre un moyen innovant pour s'attaquer à cette forteresse tenace qu'est l'infection à VIH », a déclaré Margaret Chan, Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé.

La plate-forme d'action All In a pour objectif de promouvoir une participation significative des adolescents aux processus décisionnels et de renforcer les mouvements sociaux conduits par les jeunes. Cette initiative identifiera également des solutions pour relier les stratégies de riposte au VIH ciblant les adolescents aux programmes existants promouvant leur santé et leur développement. En outre, All in invitera les leaders nationaux à coordonner, soutenir et réaliser des évaluations des programmes existants et à élargir les partenariats entre les secteurs public et privé afin de promouvoir l'innovation.

Aline Nzuzi

ÉLECTIONS 2015-2016

L'heure est à la mobilisation des fonds

En dehors des Nations unies, d'autres bailleurs de fonds comme les USA, la France et la Belgique seraient disposés à aider financièrement la RDC à tenir ses élections dans les délais via un apport extrabudgétaire.

Une grande étape venait récemment d'être franchie dans le cadre du processus électoral avec la publication par la Céni du calendrier global des élections telle qu'exigé par la communauté internationale. Nonobstant les observations faites sur ce chronogramme que d'aucuns qualifient de non consensuel, il y a lieu de dire que ce calendrier électoral pose les bases de l'organisation des scrutins à tous les niveaux. Tout un pari qui ne peut être gagné que si les moyens financiers que requiert la tenue des élections en RDC étaient disponibles à temps.

Du côté de la Céni, l'on continue à afficher une sérénité tout en rassurant que la centrale électorale ne sera pas confrontée à un gouffre financier pour la mise en œuvre du calendrier global dans le respect des délais.

Il nous revient, en effet, que des fonds avaient déjà été décaissés par le gouvernement au compte de la Céni lors du budget 2014 et, dans le budget 2015 en cours, il est aussi prévu des fonds à allouer pour l'organisation des élections. Il en sera de même pour 2016. Quoiqu'il y ait toutes ces assurances, il demeure cependant des sceptiques qui n'arrêtent de mettre en doute la capacité de la Céni à réunir l'enveloppe

de 1,142 milliards de dollars requise pour organiser les élections. Avec la faible capacité de mobilisation des recettes qui caractérise la gestion économique du pays, le financement des élections par le seul gouvernement devient alors sujet à caution. La seule voie de sortie pour la Céni, dans l'hypothèse où elle n'atteindrait pas le seuil de financement requis, serait de miser sur l'apport extérieur afin d'éviter de tomber dans le glissement du mandat présidentiel au-delà de 2016. Là-dessus, la communauté internationale se dit prête à soutenir financièrement les élections en RDC. L'Organisation des Nations-Unies est disposée à jouer l'entremetteuse pour « mobiliser la communauté internationale afin d'apporter ce qui manque le plus, c'est-à-dire l'argent pour financer ces élections ». C'est ce qu'a indiqué tout récemment le porte-parole intérimaire de la Monusco, Charles Bambara. À l'en croire, les agences des Nations-unies seraient déjà aussi sensibilisées sur la question. Entre-temps, il faudrait rappeler que lors de son dernier passage à Kinshasa, le secrétaire d'État américain John Kerry avait promis que l'administration Obama était en passe de débloquer une première enveloppe de 20.000.000 dollars pour appuyer la tenue des élections. En dehors des USA, d'autres bailleurs de fonds comme la France et la Belgique ne manqueront pas aussi de mettre la main à la pâte pour aider la RDC à tenir ses élections.

A.D.

DIVISION 1-PLAY OFF

Mazembe domine JS Groupe Bazano à Lubumbashi

Avec cette victoire sur JS Groupe Bazano, Mazembe enclenche sa marche vers sa propre succession comme le champion du Congo.

Le TP Mazembe de Lubumbashi a enregistré ses premiers trois points de la victoire en première journée de play-off de la 20^e édition du Championnat national de football -Division 1-. C'était le 19 février au stade Frédéric-Kibassa-Maliba de Lubumbashi contre la formation de JS Groupe Bazano, également club de la capitale cuprifère congolaise, au terme d'une rencontre avancée (qui était programmée au 22 février de la deuxième journée de play-off).

Pour cette rencontre, l'entraîneur français des Corbeaux du Katanga, Patrice Carteron, a aligné un onze de départ avec un seul Congolais sur l'aire de jeu, le gardien de but Robert Kidiaba qui vient de prendre sa retraite internationale. On a donc retrouvé le Ghanéen Richard Kissi Boateng sur le flanc gauche de la défense alors que son compatriote Frimpong a été à droite. Le Malien Coulibaly, qui revient de la CAN 2015 en Guinée Équatoriale avec les Aigles du Mali, et son compatriote Diarra ont constitué la barrière dans l'axe de la défense de Mazembe. Au milieu de terrain, il y a eu le Zambien Given Singuluma, le Ghanéen Daniel Adjei et l'Ivoirien Koffi Christian Raoul Kouamé et en attaque, on a retrouvé le Zambien Rainford Kalaba sur le côté gauche, les Tanzaniens Mbwana Ali Samatta et Thomas Ulimwengu, respectivement en axial et

excentré droit. Carteron a donc clairement utilisé le 4-3-3. L'unique but de la partie a été inscrit à la 33^e minute par Thomas Ulimwengu.

En seconde période, les joueurs du Groupe Bazano, évoluant en principe à domicile, ont poussé mais sans arriver à trouver la faille dans la défense des Corbeaux qui engrangent ainsi les trois points du succès, mais pas avec suffisamment de manière. Et cela, apprend-on, n'a pas été apprécié par les supporters des Corbeaux qui reprocheraient à leur équipe une sorte de manque de cohésion dans le jeu. Mais il sied de noter que plusieurs joueurs de Mazembe aussi bien des nationaux que des étrangers reviennent de la CAN 2015 et doivent avoir une peu de temps pour se retremper dans le club. Tout compte fait, Mazembe se retrouve en deuxième position au classement de play-off de la 20^e édition de la Division 1, à égalité des points avec Lubumbashi Sport qui avait battu, le 14 février, à Lubumbashi Daring Club Motema Pembe (DCMP) de Kinshasa par la marque de deux buts à zéro, jouissant de fait d'un meilleur goal average. L'on rappelle que V.Club avait accroché, le 15 février, le FC Saint-Éloi Lupopo par un but partout, CS Don Bosco et JS Groupe Bazano ont fait match nul de zéro but partout. Les rencontres de la première journée entre Mazembe et FC MK ainsi que Sanga Balende et Shark XI FC ont été reportées à des dates ultérieures.

Martin Enjimo

COOPÉRATION

Christophe Muzungu suggère la création d'un consulat de la RDC à Pointe-Noire

L'ambassadeur de la RDC en République du Congo, Christophe Muzungu a reconnu, pendant son séjour de travail, cette semaine à Pointe-Noire, qu'il était important pour son pays d'ouvrir un consulat dans la ville économique, afin d'alléger les souffrances de nombreux compatriotes dans l'obtention de leurs documents administratifs.

« On ne peut pas quitter Pointe-Noire pour Brazzaville rien que pour faire une carte consulaire qui coûte 4000 FCFA, alors que le transport coûte plus cher; J'ai posé le problème au ministère des Affaires étrangères et, je crois que d'ici là une solution sera trouvée », a suggéré Christophe Muzungu. En effet, les ressortissants



Christophe Muzungu Crédits photos' «DR»

de la République démocratique du Congo (RDC) résidant dans la ville de Pointe-Noire, rencontrent de sérieux problèmes quant à l'établissement de leurs documents administratifs. Par exemple, pour se faire établir une carte consulaire, ces derniers sont obligés de se rendre à Brazzaville où est basée leur ambassade. Une situation qui ne les arrange guère. Pour pallier cette difficulté, Christophe Muzungu a rappelé que, la création d'un Consulat dans la ville océane était largement justifiée. C'est en effet la seule solution pour assister ses nombreux compatriotes par le biais d'une administration de proximité. « On ne peut pas vivre dans un pays étranger quoi que frère, sans avoir ses papiers », a reconnu le diplomate congolais qui a également demandé à ses confrères à se soumettre à la législation de leur pays d'accueil. Il faut dire que cette suggestion de création d'un consulat de la RDC à Pointe -Noire est l'une des principales doléances de bon nombre de Congolais de la RDC domiciliés dans cette ville.

Hugues Prosper Mabonzo

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Décideurs et experts réunis autour d'un atelier

Les acteurs locaux et nationaux du domaine agricole, les représentants des différentes filières de la chaîne de valeur, les autorités locales, le coordinateur national du projet se sont retrouvés les 17 et 18 février à Pointe-Noire dans le cadre du lancement du projet « Sécurité alimentaire renforcée en milieu urbain en Afrique centrale grâce à une meilleure disponibilité de la nourriture produite localement ».

La cérémonie d'ouverture a été patronnée par le député maire de la ville de Pointe-Noire, Roland Bouiti-Viaudo en présence du représentant de la FAO, Dieudonné Koginyagda et du coordinateur national, Ambroise Loufouma. Ce projet régional est porté sur la problématique d'approvisionnement des villes en produits alimentaires frais, avec un accent sur les produits horticoles selon l'approche "chaîne de valeur". Il couvre six pays de l'Afrique centrale, à savoir : le Cameroun, la République du Congo, le Gabon, la Guinée Équatoriale, Sao Tomé et Príncipe et le Tchad. D'où l'implication des collectivités décentralisées telles que les mairies. « Le projet qui a pris le départ aujourd'hui est financé par un fonds fiduciaire de solidarité pour la sécurité alimentaire en Afrique lancé lors de la 27e conférence régionale de la FAO pour l'Afrique tenue en Brazzaville en avril 2012 », a indiqué le coordinateur national. Il est financé dans sa globalité à hauteur de 4 millions de dollars américains et durera 3 ans.

Au Congo, les zones d'intervention sont les villes de Pointe- Noire et Ouessou. En effet pour permettre le regroupement des vrais acteurs de ce projet, cet atelier a été organisé séparément dans les deux villes retenues : Ouessou, les 10 et 11février 2015, et Pointe-Noire. L'atelier permet à chaque entité de cerner les



Les participants à l'atelier sur la sécurité alimentaire

questions en vue d'y apporter les réponses précises et adaptées à l'insécurité alimentaire.

L'accroissement naturel et rapide de la population et l'exode rural sont, entre autres, des facteurs responsables de l'éclosion démographique de nos villes. Il en résulte aussi que, les moyens d'existence de ces villes sont précaires. Par ailleurs, les activités humaines génèrent des tonnes d'ordure que malheureusement les mairies ont du mal à gérer. L'horticulture humaine et périurbaine apparaît comme une solution dans la mesure où elle permet de contribuer au développement des villes vertes en améliorant à la fois la sécurité alimentaire, l'emploi des couches vulnérable et les jeunes de même qu'elle favorise la gestion ou la valorisation des déchets et le bien-être des communautés.

Le représentant de la FAO, Dieudonné Koginyagda, a souligné que ce projet de sécurité alimentaire renforcée en Afrique est le fruit de la solidarité africaine. « Il visait la mise en place d'un fonds fiduciaire de solidarité pour la sécurité alimentaire en Afrique appelé "Africa Soli-

darity Trust Fund" dont l'objectif est de lutter efficacement contre la faim de manière durable et intégrée sur le continent africain », a-t-il notamment dit, réitérant la volonté inconditionnelle de son institution d'accompagner le gouvernement congolais dans sa marche vers l'émergence et son appui technique dans l'exécution dudit projet. Liant le geste à la parole, il a fait un don en matériel au maire de la ville pour le bon suivi du projet. « Je note avec beaucoup d'intérêt que ce projet est une occasion pour esquisser des approches de solution durables au sujet de la faim », a reconnu Roland Bouiti-Viaudo.

En rappel, le but de ce fonds était de soutenir la sécurité alimentaire des pays tels que le Mali, le Soudan du Sud, le Niger, la Centrafrique, l'Éthiopie et le Malawi qui sont confrontés aux calamités naturelles récurrentes. Cet élan de solidarité s'est élargi à d'autres pays et c'est dans ce cadre qu'est né le projet GCP/SFC/001/MUL dont les pays bénéficiaires sont ceux de l'Afrique centrale parmi lesquels le Congo.

Charlem Léa Legnoki

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

Un rendez-vous quotidien incontournable

MOTS FLÉCHÉS N°062

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

MÉDECINS DES ANIMAUX	DISCOURS	DÉVIDOIR À SOIE	ELLE A SOUVENT LE CARACTÈRE GRAS HÉBÉTÉ	DÉESSE D'ÉGYPTÉ	QUI EST ACTIF LA JOURNÉE	ELLE A DE BONS DOIGTS
DÉSTRES-SANTS	À JETER POUR S'ÉLEVER	C'EST LE MIDI		TYPE DE LA PÈGRE	ARBRE DU MAS	
					BOUTS DE PAIN	
SIÈGE SUSPENDU						
FIT DU TORT						
		BIEN ATTRAPÉ		DÉTÉRIORATION		
		FAISANT UN TROU				
TÉLÉ BELGE			ESPÈCE DE ROUET		DANS L'AIR DU TEMPS	
DISTANCE CHINOISE			COUVRIR DE GRAINS		UN PEU ACIDE	IL EST À APPRENDRE AVANT DE JOUER
	COLORÉ			CRAWLER		
	UNE ARRIVÉE PEU APPRÉCIÉE			SECTION À L'ONU		
CONTESTERA				DIEU GERMANIQUE		DÉPARTEMENT EN PICARDIE
S.D.F.						
				GARDIEN AU STADE		
				ÉNONCÉS À LA SUITE		
QUATRE ROMAIN		ELLE EST INVISIBLE DANS LE CIEL		DÉLAVÉE		
TIRER UNE REMORQUE		CALLOSITÉ		DRAGON		
					LAC À MONSTRE	POLIS
AGENCE EUROPÉENNE DE L'ESPACE			MOUVEMENT APRES COUP			NEPTUNIUM
ABRI			PUIS			ASPIRER
				DROIT D'UTILISATION	CE QUE RÉSERVE LE CIEL	
					DONNA DES COUPS	
DE BOXE POUR SE BATTRE	IL POSSÈDE UNE TÊTE PARFUMÉE	À VOIX HAUTE (À)				CHOIX
		ACCENT				
			ELLE A SON FAN-CLUB			EN BAS D'UNE ADDITION
IL EST PRIS PAR LE SAUTEUR	ELLE ŒUVRE POUR LA PAIX			PAISIBLE ET FAMILIER		
			DONNAS UN PEU DE LIQUIDE			BANDE DE VOILE

SUDOKU N°062

>FACILE

	1	3			9			
4			7			8	9	1
8		9	2		6		3	
1			9	6	7	2		
		2				6		
		5	4	2	3			8
	6		3		2	1		4
9	8	4			1			5
			5			9	7	

>MOYEN

	4	7						
		3		9		5	7	6
5			8		3	2		4
			2	3			8	
	9			4	8			
4		9	6		7			2
3	5	8		2		4		
						1	5	

>DIFFICILE

5			1	9	2	8		
4	9			2	7		5	
								7
6		4			2		1	
	7						6	
	8		4			5		3
8								
	1		3	6			4	8
4	6	9		8				5

MOTS CROISÉS N°062

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

>HORIZONTALEMENT 1. Il favorise une bonne prise. - 2. Déclenchant des souhaits. - 3. As de la carotte. - 4. Pays britannique. Sommet des Philippines. - 5. Marché financier. Faire quelque chose. - 6. Producteur de pommes. Tenu à l'œil. - 7. Noircir le bloc. - 8. Irise l'iris. En bouteille en Botte. - 9. Roulé. Chant grec. Il donne soif à beaucoup. - 10. Auxiliaire précieux. Unité de la scierie.

>VERTICALEMENT A. N'a plus la maîtrise de la situation. - B. Bas de gamme. Totalement interdit. Hors lignes. - C. Cède à nouveau. - D. Le chrome. Pronom réfléchi. Quand on tombe dessus c'est souvent du... bolet. - E. Inattendue. - F. Ancienne capitale de l'Élam. Lettre de Sophocle. Un cœur seul. - G. Contenant de nœuds. Nichant. - H. Vraiment mordues. - I. C'est le rêve. Nom d'un dieu guerrier nord-germanique. - J. Faisait la course sur mer.

MOTS À MOTS N°062

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots proposés, composez un troisième mot de sept lettres.

- ① R A R E E + I R E E = A _ _ _ _ _
- ② R I V E E + R E E E = _ _ _ E _ _ _
- ③ P R E T + E R E E = _ _ _ _ _ R

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°061

E	A	B	M	H	G
A	N	N	L	A	A
D	E	M	O	R	A
A	U	T	O	M	O
R	N	E	N	E	O
A	C	R	E	N	E
I	O	D	E	S	O
P	R	I	S	A	S
S	A	M	C	I	T
C	C	L	E	C	H
A	S	I	E	A	N
C	R	A	N	P	I
B	O	T	A	G	S
B	A	L	L	T	R

SUDOKU N°061

2	4	9	7	1	6	3	5	8
7	1	3	8	4	5	6	9	2
5	8	6	2	3	9	4	7	1
1	3	2	5	9	4	7	8	6
6	7	4	3	8	1	9	2	5
9	5	8	6	7	2	1	4	3
4	2	1	9	5	3	8	6	7
8	9	5	1	6	7	2	3	4
3	6	7	4	2	8	5	1	9

1	4	7	5	6	2	3	8	9
8	5	3	9	1	4	6	2	7
9	2	6	3	7	8	4	1	5
4	8	2	1	9	7	5	6	3
7	9	5	2	3	6	8	4	1
6	3	1	4	8	5	7	9	2
5	6	9	7	4	1	2	3	8
2	1	8	6	5	3	9	7	4
3	7	4	8	2	9	1	5	6

MOTS CROISÉS N°061

C	A	R	T	I	L	A	G	E	S
O	M	E	R	T	A	A	M	E	
T	A	P	I	E	S	P	I	C	
I	D	E	M	A	O	N	U		
S	O	N	S	H	U	M	E	R	
A	U	D	I	T	R	A	N	I	
T	E	D	T	I	L	T	S		
I	S	E	P	A	R	E	A		
O	C	A	R	I	N	A	L	I	
N	E	C	E	S	S	I	T	E	S

MOTS À MOTS N°061

1/ ENTÉRINER - 2/RÉVERBÈRE - 3/ ÉTERNELLE.

ELIMINATOIRES AFRO-BASKET ZONE AFRIQUE CENTRALE

Les Diables rouges négocient leur qualification au Cameroun

La sélection congolaise des Diables rouges a quitté Brazzaville, le 19 février, pour le Cameroun où elle participera aux éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) de Basket communément appelée Afro-Basket.

Le ministre des Sports et de l'éducation physique a reçu les Diables rouges, le 18 février à son cabinet en leur signifiant les objectifs à atteindre, notamment qualifier le Congo à la phase finale qui se disputera à Tunis en Tunisie. « Nous avons l'idée de relancer le basketball grâce à ces grandes compétitions. Une qualification à l'Afro Basket puis aux Jeux Olympiques sont des défis importants que le basketball congolais puisse profiter de ces opportunités pour se remettre sur la scène », a indiqué Léon Alfred Opiambat au groupe, essentiellement composé des joueurs évoluant en France puis renforcer par trois joueurs évoluant sur le continent, dont un à Brazzaville, un au Maroc puis un autre joueur à Lubumbashi, en RDC. « Nous sommes engagés à créer les conditions pour vous permettre de mieux vous exprimer sur le terrain. L'Etat doit vous accompagner, parce que vous défendez les couleurs de la nation. Nous souhai-

tons que les choses se passent bien », a ajouté le ministre des Sports et de l'éducation physique. Des instructions bien reçues par le président de la Fédération congolaise de basket-ball qui pense que celles-ci, pousseront les Diables rouges à mouiller le maillot et obtenir la qualification. « L'équipe nationale est engagée dans les éliminatoires de la CAN de basket, l'appui qu'on attendait du côté de la diaspora est là. Ensemble avec les locaux, ils vont essayer de qualifier le pays », a souligné Firmin Dinga. « Nous allons faire ce qu'il faut pour répondre aux attentes du ministre. Maintenant qu'on l'habitude de travailler à la fois avec les joueurs locaux et professionnels, je pense qu'on a les arguments pour atteindre les objectifs fixés », a commenté Paty Stéphane Christian, l'entraîneur des Diables rouges.

« Nous étions porteurs d'un projet très important, à savoir qualifier la sélection nationale pour la prochaine Afro. Dans une autre mesure, faire une bonne prestation à cette compétition. Nous allons essayer d'avoir une médaille, pourquoi pas arriver à être vainqueur et se qualifier pour les Jeux Olympiques. Cela fait un moment qu'on bosse avec

ce groupe. Nous avons un groupe assez étoffé avec des joueurs de qualité, je pense qu'avec la réunion de tous les joueurs et un peu de travail d'abnégation, on arrivera à faire quelque chose de bien », a déclaré Kris Morlendé. Dans cette phase éliminatoire, le Congo est logé dans le même groupe que le Cameroun, la République démocratique du Congo et la Guinée Equatoriale. Seul le premier du groupe accédera au prochain tour pour croiser celui du groupe de la République centrafricaine, le Gabon et le Tchad. Dans le registre des officiels techniques, on note la présence de Rodolphe Linda Yoka (Directeur technique national), Kris Morlendé, Paty Stéphane Christian et Benjamin Bouzanga (entraîneurs), Pierre Ngali (Kiné), Louise Fylla (Intendante) et Armand Okoua (arbitre).

La liste des Diables rouges

Jean Michel Mipoka Kay Jacques Missengué Emilien Okemba Léo Rudy Okemba Ulysse Dinga Mbo-mi Maurian Kambou Jean Felix Moupengou Cédric Gouala Ted Lissossi Karl Davic Nkounkou Valentin Mukuna Aymar Rodrigue Nkodzy Hervé Valence Assoua Wandé Bertrand Roger Boukida Debessa.

James Golden Eloué

BASKETBALL

Le programme de la coupe de la ville

La Ligue de basket-ball de Brazzaville entame, le 28 février, ses matchs comptant pour la Coupe de la ville par la rencontre qui mettra aux prises, au CEG A.A Neto, chez les seniors dames les Diables noirs basketball à Brazza basketball.



Un match des basketball (Photo Adiac)

Le 1er mars dans la même catégorie et version, au Square De Gaulle, Diables noirs basketball affrontera l'Inter mais au CEG AA Neto, en senior messieurs l'Etoile du Congo en découdra avec Avenir du rail (AVR). L'après-midi, chez les messieurs, Patronage affrontera Liber BC avant la rencontre opposant Anges noirs basketball à Basketball (ANBC). Le 7 mars sur les mêmes installations dans la même catégorie et version, le RCO sera aux prises à ANBC puis BCM crociera le fer avec Diables noirs. L'après-midi du 8 mars, AVR reçoit Patronage puis Inter crociera le fer avec l'Etoile du Congo. Le 14 mars, Liber BC affronte AVR avant la rencontre Patronage-Inter. Le 15 mars, Cara jouera contre BCM puis Diables noirs sera aux prises à RCO.

Le 21 mars, l'Inter jouera contre Liber BC avant le match Patronage - Etoile du Congo. Le 22 mars, RCO en découdra avec le Cara pendant qu'ANBC affronte Diables noirs. Le 28 mars, BCM reçoit RCO juste avant le match ANBC-Cara. Le 29 mars, l'Etoile du Congo reçoit Liber BC puis AVR s'expliquera avec l'Inter

James Golden Eloué

BRIN D'HISTOIRE

Jamais Kolonga

Une autre bibliothèque de la musique congolaise moderne s'en est allé dans le monde du silence. Jean Lema est mort. Il est passé à la postérité sous le pseudonyme de « Jamais Kolonga ». Ce petit nom, il le doit à Déchaud Mongala, qui, lors d'un concert de l'African Jazz, est impressionné par le culot de Jean Lema, ami intime de Kabasele qui osa, en pleine période coloniale, solliciter une danse à une Européenne qui accepta complaisamment, à la grande surprise du public. À la fin de leur exhibition, lorsque Jean Lema revint sur l'estrade où se trouvait l'orchestre, Déchaud, qui en était littéralement ébaubi, s'écria : Jamais Kolonga ! Depuis, Jean Lema devint « Jamais Kolonga », immortalisé en 1962 par la chanson éponyme composée par Tino Baroza, à la demande de Joseph Kabasele. Dans le même registre on se souvient d'une autre chanson, cette fois-ci de son cru, simplement intitulée, Laboga, du nom de son ami, parue quelques années avant.

Deux ans avant, en 1960, l'African jazz, composé de Kabasele, Vicky, Roger, Petit Pierre, Déchaud, Nico et Brazzos se rendit à Bruxelles, à l'ini-

tiative des frères Kanza (Philippe et Thomas), dans le cadre de la Table ronde politique. Ce voyage scella la rencontre de deux grandes figures de la chanson congolaise, Kallé et Vicky qui incarnaient la bipolarisation de la musique kinoise symbolisée par la lutte entre l'African Jazz et l'Ok Jazz. Mongongo ya Vicky mongongo ya Ok (la voix de Vicky est celle de l'Ok Jazz), chantait Franco.

La Table ronde politique belgo-congolaise eut lieu à Bruxelles du 20 janvier au 20 février 1960. Marcel Lihau, président de l'Association des étudiants noirs du Congo à Bruxelles, entre autres, milita pour la constitution d'un Front commun des forces congolaises qui devait parler d'une seule voix en face de l'ancienne métropole. Démarche judicieuse puisque le Front commun arracha aux Belges, l'accord d'indépendance. Au-delà de ce succès politique, l'histoire et le public mélomane ont surtout retenu le succès discographique Indépendance chacha, chanson circonstancielle, créée dans la foulée de cet accord historique qui devait ouvrir la voie de l'indépendance à la future République démocratique du Congo. Indépendance

chacha permit à Kabasele de créer la première maison d'édition tenue par un Congolais. Les Éditions Surboum, c'est le nom de cette maison d'édition, firent, avec ce titre, une entrée fracassante dans un monde véritablement cannibalisé par les éditeurs grecs, Papadimitriou, Alexandre Jérémonidis et Dino Antonopoulos ; Benathar, un des pionniers de l'édition kinoise ayant, vers la fin de la décennie 50, baissé pavillon. La Table Ronde politique de Bruxelles terminée, l'African Jazz rentra à Léopoldville, accueilli à bras ouverts sur le rythme endiablé d'Indépendance chacha.

« Jamais Kolonga ». Ce nom est aussi lié à cette chanson qu'il contribua à vulgariser et à populariser à la radio, avant l'arrivée de l'African Jazz à Léopoldville. Indépendance chacha est l'un des plus grands succès de la chanson congolaise et africaine. Elle a rythmé l'accession à l'indépendance d'une kyrielle d'anciennes colonies durant toute l'année 1960 et même après. Intarissable sur son ami et idole Joseph Kabasele, qu'il a côtoyé et accompagné jusqu'à son décès, le 11 février 1983, « Jamais Kolonga » était, avec maître Kalala, le dépo-

sitaire de sa mémoire. À son tour, il vient de quitter la terre des hommes. L'annonce de son décès, lundi 16 février dernier, a déclenché une onde d'émotion à Kinshasa et à Brazzaville où il comptait de nombreux amis, jeunes pour la plupart, Jean-Claude Gakosso, Médard Milandou, Aka-Evy auxquels il faut ajouter les "kallé-philés" comme Henri Ossebi, Honoré Mobonda, etc.

Pour les besoins de l'écriture de mon ouvrage, La musique congolaise du 20ème siècle, j'ai longuement rencontré « Jamais Kolonga » à Kinshasa, il y a quelques années. Esprit espiègle et enjoué, l'homme était d'une agréable compagnie. Lors d'un récent entretien avec mon ami Manda Tchebwa, le tout nouveau directeur général du Ciciba (Centre des civilisations Bantu) que Théophile Obenga avait contribué à mettre en orbite, nous formions le vœu de recueillir les témoignages de « Jamais Kolonga » sur Kabasele, sujet d'une prochaine publication collective. Le destin en a décidé autrement. Né le 24 juin 1935, « Jamais Kolonga » aurait eu 80 ans cette année. Que la terre de nos ancêtres lui soit légère !

Mfumu